

imprecor

correspondance de presse internationale

grèce : à la veille des élections



ARGENTINE:

TROIS MILITANTS REVOLUTIONNAIRES ASSASSINES

bimensuel 14 novembre 1974 n° 12 fb:25, ff: 2.50, fs:2.50

Sommaire

GRECE	A la veille des élections A. Udry	p. 3
FRANCE	Les partis réformistes se mettent à jour A. Krivine	p. 8
ITALIE	Le marasme économique Livio Maitan	p. 16
HONGRIE	La bureaucratie serre la vis Z. Richter, E. Campaes	p. 23
ESPAGNE	La LCR-ETA (VI) dément des rapports policiers	p. 25
BOLIVIE	Vers la renaissance des luttes	p. 25
FINLANDE	Les premières escarmouches Pekka Haapakoski	p. 28
SUEDE	Le contingent contre la hiérarchie	p. 31
ARGENTINE	Trois militants du PST assas- sinés	p. 32

INPRECOR 12/14 rue de la Buanderie - Bruxelles 1000/Belgique
Correspondance de presse internationale
Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Inter-
nationale.

Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue
de la rédaction.

ABONNEMENTS : 1 an - 25 exemplaires : FF 50, FS 35, FB 400,
\$ canadien 10. Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion
outré-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$ 18 pour un an.
Pour les autres pays, s'adresser à la rédaction.
Pour tout règlement (sauf pour la France) : Gisela Scholtz - Société
Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte courant
N° 210 - 0320173 - 28

POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et
les faire parvenir à l'adresse suivante : S. I. E. , 10 Impasse Guéménée,
75004 PARIS/France

LA GRECE A LA



VEILLE DES ELECTIONS

Depuis le 23 juillet 1974, date où la radio grecque annonçait que "les forces armées ont décidé de remettre le pouvoir à un gouvernement civil", s'exprime avec de plus en plus de netteté ce qui se trouvait contenu de façon concentrée dans la lutte de la polytechnique (novembre 1973) : l'irruption sur la scène politique d'une nouvelle génération étudiante et ouvrière qui initia sa politisation sous la dictature, qui n'a pas subi les traumatismes de la guerre civile et ne veut plus en supporter les conséquences. Ceux qui n'avaient que 15 ans quand les colonels prirent le pouvoir mettent fin à l'épilogue de la guerre civile. Des couches larges de la population grecque commencent à y faire écho. Les élections accélérées du 17 novembre 1974, commandées par Caramanlis, ont, partiellement comme fonction, de prendre de vitesse ce processus de repolitisation se développant dans le pays. Dans ce sens elles n'exprimeront que fort peu les tendances de fond qui se dessinent actuellement en Grèce.

La crise économique et sociale momentanément à l'arrière-plan

Dans la situation actuelle, ce qui modèle le développement immédiat de la vie politique, ce ne sont pas directement les effets de la crise économique et sociale que connaît le pays. Les deux grèves dures des chantiers navals d'Elefsina apparaissent comme des cas isolés sur le front des luttes sociales. Dès lors, la renaissance de l'activité politique ne se fait pas au travers d'une série de luttes sociales que les PC ou le PASOK (Mouvement Socialiste Pan-hellénique de Papandréou) exprimeraient sur le plan politique. Dans la phase actuelle il y a donc une certaine césure entre la repolitisation des masses grecques et la crise sociale et économique objective qui frappe le pays et qui, par ailleurs, constituera dans les mois à venir un élément de plus en plus déterminant dans les mutations de la situation sociale et politique.

Le "miracle économique" tant vanté par la junte militaire était en grande partie le reflet des effets immédiats de l'impact des investissements impérialistes en Grèce. De 1964 à 1970, ils atteignirent 360 millions de dollars, dont 77% américains. Les distorsions dans le développement des différentes branches industrielles, les déséquilibres régionaux croissants expriment la nature même du "miracle". La corruption était généralisée, les colonels prévaricateurs se firent les diffuseurs de la formule "sabre et coffrefort", ceci encouragea les opérations financières parasitaires, spéculatives et les placements de sommes importantes dans les banques américaines, anglaises et suisses.

Le boom spéculatif désordonné dans le secteur de la construction, qui absorba un pourcentage très élevé des investissements privés, indique la faiblesse structurelle du développement du capitalisme grec. Si les investissements dans des secteurs comme ceux de la chimie, de la construction métallique, de la métallurgie furent importants, leur détermination fut infléchie la plupart du temps par les nécessités du capital impérialiste (1). Sur un total de population active de 3.400.000 en 1971, 39% sont insérés dans l'agriculture, mais celle-ci ne participe que pour 20% au produit national. La croissance du produit agricole n'a fait que diminuer en passant de 5,8% de moyenne annuelle de 1950 à 1958, à 3,9% de 1959 à 1967 et à 2% de 1968 à 1973. Cette crise du secteur agricole combinée avec une certaine industrialisation a stimulé un dépeuplement des zones agricoles -- la population rurale a diminué de 15,4% de 1961 à 1971 -- et le gonflement des deux zones urbaines de Salonique et Athènes, qui ont connu respectivement, pour la même période, une croissance de 37,1% et 46,5% de leur population. Certes, les petites entreprises dominent et la moyenne du nombre de travailleurs par entreprise ne dépasse pas 5,24. Cependant, dans différents secteurs, une réelle concentration du prolétariat s'est effectuée. Les 49 principales entreprises industrielles emploient plus de 60.000 travailleurs. Le boom de la construction a suscité le gonflement rapide d'une nouvelle couche de travailleurs, plus de 250.000, qui ont déjà manifesté leur combativité dans diverses grèves partielles.

A cela s'ajoute le fait que dans les deux pôles urbains de Salonique et Athènes se regroupent, en 1973, 54% des établissements industriels employant 71% des travailleurs de l'industrie.

Ces dix dernières années la configuration du prolétariat s'est donc profondément modifiée. L'entrée sur la scène politique de ces nouvelles couches, de façon limitée, s'opéra lors des "événements" de novembre 1973. Leur po-

litisation, qui va s'opérer de plus en plus dans le climat actuel, représente un des éléments essentiels de la restructuration du mouvement ouvrier et de la modification des rapports de forces sociaux dans cette nouvelle phase de l'histoire de la Grèce.

Le gouvernement Caramanlis va tenter de se dépitier d'une situation économique désastreuse, dans laquelle se combinent aussi bien les faiblesses structurelles du capitalisme grec que les effets de la récession que traverse l'économie impérialiste internationale. L'inflation, qui atteignait 30% en 1973, bat tous les records des pays de l'OCDE. Le déficit de la balance des paiements est de plus en plus grand. Il s'élevait à 400 millions de dollars en 1972 et à 1.200 millions de dollars en 1973. Il ne peut que s'approfondir sous les effets conjugués d'une série de facteurs.

Tout d'abord, la "crise énergétique"; la Grèce dépend à plus de 60% du pétrole pour sa production d'énergie. La découverte de pétrole près de l'île de Thassos ne va pas réduire le déficit dû à l'importation du pétrole avant deux ans et, même alors, l'exploitation du gisement assurera tout au plus un quart des besoins du pays. Ensuite, le recul du tourisme influe sur le déficit de la balance des paiements. Enfin, les restrictions de l'émigration limitent les rentrées de devises. Ce sont plus d'un million de grecs qui ont émigrés entre 1955 et 1970. Cependant, depuis 1973, vu la stagnation industrielle ou la récession dans divers pays impérialistes, l'émigration a considérablement diminué : l'émigration nette (le nombre total d'émigrants moins le nombre de rapatriés) se montait à 4.369 en 1973, alors qu'en 1972 et 1971 elle était respectivement de 14.267 et 31.297 (2).

A ces différentes causes, il faut ajouter l'endettement important de la Grèce -- qui fut encore accentué par l'achat d'armes par la junte avant sa chute aux Etats-Unis et à la France -- et le déficit chronique de la balance commerciale. Or, pour réduire ce déficit, la junte avait adopté une politique déflationniste et de limitation des importations. Il en résulta, entre autres, une accélération de la croissance du chômage. Dans la période actuelle, le gouvernement qui sortira des élections pourra difficilement accentuer de telles mesures sans risquer de s'aliéner de plus en plus des secteurs qui pourraient le soutenir ou manifester une certaine neutralité. Ceci explique les efforts effectués par Caramanlis et Mavros pour décrocher des prêts de la CEE (demande de 800 millions de dollars) et l'empressement, vu les distances prises face aux Etats-Unis, de rejoindre les rangs du Marché Commun. Mais ce ne sont pas les prêts de la République Fédérale Allemande (180 millions de DM jusqu'en 1976) ou de la CEE qui permettront à

la bourgeoisie de faire face à la crise économique et sociale. Après ces trois mois où le calme régna plus ou moins dans le domaine social, ses effets vont faire surface et rythmer d'autant plus fortement le déroulement de la vie politique,

L'épilogue de la guerre civile

La passation pacifique du pouvoir de la junte dans les mains du gouvernement Caramanlis s'inscrit dans un contexte bien particulier. La junte s'était placée dans une impasse totale avec l'opération échouée de Chypre. Les divisions au sein de l'armée s'exacerbèrent. Le IIIème Corps d'armée, stationné en Grèce du Nord, manifesta ouvertement son opposition à la politique de la junte. Il joua un rôle important dans l'abdication des colonels. Parmi les militaires, la solution Caramanlis était envisagée depuis un certain temps, du moins depuis novembre 1973. Ainsi, Andreas Papandréou écrivait en mars 1974 : " La seconde (tendance) est en faveur d'un compromis avec les représentants de la droite et du centre-droite qui permettrait aux forces armées d'avoir un rôle moins évident dans la vie politique du pays. L'homme politique qui semble le plus adapté à cette fonction c'est Caramanlis (Monthly Review, édition italienne, avril 1974). Dans le contexte de la crise de juillet 1974, cette solution prévalut.

Evidemment, la junte -- ou du moins des secteurs importants de l'armée -- exigea quelques garanties de la part de Caramanlis et de son nouveau gouvernement contre un vaste mouvement d'épuration. Ceci explique aussi bien les déclarations d'un Caramanlis affirmant que s'il revenait au pouvoir "la structure actuelle de l'armée ne subirait aucune modification" (Figaro, 28.10.74), que la lenteur avec laquelle les principaux responsables de la junte furent poursuivis par la "justice". Il fallait attendre le 27 septembre pour voir Ioannidis convoqué chez le juge Tsevas !

Après 7 ans et 3 mois de dictature, si le mouvement de masse hésita à se mobiliser, il ne faudrait pas en conclure que la combativité n'existe pas. Elle perça lors de la mobilisation militaire. Nombreux furent alors les mouvements de rébellion de la jeunesse étudiante et ouvrière qui manifestaient le refus d'être endiguée dans une vaste opération nationaliste. Cette combativité latente fut une des raisons qui fit choisir à la bourgeoisie grecque et à des secteurs de l'armée le passage pacifique à un nouveau régime, afin d'éviter des confrontations qui auraient suscité des mobilisations de masse d'une autre ampleur et plus explosives. Les raisons de la lenteur relative du processus de repolitisation, dans un premier moment, ne doivent

néanmoins pas être cherchées dans les seules manoeuvres de Caramanlis : maintien des lois d'exception, suppression du décret d'interdiction du PC (loi 509 de 1949) et des décrets d'interdiction des autres partis (depuis 1967), retardement des mesures visant les responsables de la junte, maintien des structures et de l'appareil d'Etat de la junte, à tel point que Ghizikis garda sa fonction de président de la République ! Un autre élément intervient. D'une part, la réapparition des organisations politiques n'est pas directement rattachée à des événements sociaux antérieurs à la chute de la dictature ou, surtout, à une résistance qui aurait manifesté une continuité et une ampleur significatives. La prise de conscience de larges secteurs des masses grecques est stimulée en quelque sorte par l'intervention des appareils politiques, par le débat politique qui s'ouvre aujourd'hui. Mais, d'autre part, cette repolitisation, du moins pour les secteurs de la jeunesse étudiante et ouvrière, ne se fait plus en référence au choc de la guerre civile, mais en relation avec le potentiel de mobilisation qui est apparu en novembre 73 ou lors du refus de l'embrigadement militaire. Ces deux données permettent de comprendre à la fois les rythmes de la repolitisation et le fait qu'aussi bien le PSOK que les deux PC puissent développer une réelle influence sur des parties importantes des nouvelles générations. En effet, dans ce cadre nouveau, les PC n'apparaissent pas comme les "traîtres de la guerre civile" mais comme des organisations nouvelles, aptes à porter les revendications des étudiants ou des jeunes travailleurs. Tout un procès de décantation politique devra s'engager pour que surgisse une aile révolutionnaire ayant une réelle influence, cependant les conditions aidant à un tel processus sont plus favorables que jamais depuis la seconde guerre mondiale.

Le projet de Caramanlis

Pour Caramanlis il était de première importance, d'une part, d'organiser les élections dans les délais les plus brefs et, d'autre part, d'éviter une large purge de l'appareil d'Etat légué par la junte. Non seulement il avait fait quelques promesses aux militaires, mais si des procès politiques étaient rapidement engagés contre les militaires de la junte déchuë, éclateraient au grand jour les liens multiples entre les nombreux conservateurs qui soutiennent son parti, la Nouvelle Démocratie, et l'ancien appareil militaire. De telles "révélations" concourraient à affaiblir sa position électorale. Face à la pression du mouvement de masse, aux attaques répétées de Papandréou, il dut effectuer quelques concessions. Ainsi, les cinq "chefs historiques" du coup du 21 avril 1967 -- Papadopoulos, Ladas, Roufogalis, Patakos et Makarézos -- sont mis en pension dans un

hôtel de l'île de Kéa ! Pour justifier cette mesure, Caramanlis invoqua un prétendu "complot". Ceci évitait de mettre en relief des chefs d'accusation dangereux pour les rangs conservateurs serrés derrière la Nouvelle Démocratie. Avec cette entourloupette, Caramanlis espère attirer des voix centristes -- qui pourraient se diriger vers le "résistant" Mavros qui invoque son statut de déporté sur l'île de Yaros -- et couper un peu l'herbe sous les pieds de Papandréou. C'est d'ailleurs ce qu'il avait déjà fait en proclamant le retrait de la Grèce de l'OTAN tout en maintenant la commission politique de l'Alliance en Grèce. Parallèlement, Caramanlis devait préparer le plus rapidement possible les élections. Elles lui permettent de repousser les procès des tortionnaires de la junte à une date assez éloignée, d'utiliser le prestige qu'il s'est acquis dans l'opération de juillet, de limiter le temps à la disposition de la gauche (les deux PC et le PASOK) pour sa réorganisation et, enfin, d'exclure des listes électorales une masse de jeunes qui n'ont pas encore voté. Grâce à ces avantages, Caramanlis pense obtenir une victoire suffisante pour installer une sorte de régime présidentiel donnant au capital les instruments institutionnels nécessaires pour faire face aux futurs développements des luttes sociales. L'ex-dirigeant de l'Union Conservatrice Nationale Radicale n'a d'ailleurs pas caché ses intentions : "La Nouvelle Démocratie que je dirigerai aura une forme gaullienne. Si le peuple grec veut bien m'accorder sa confiance je voudrais aux prochaines élections assurer à la Grèce un gouvernement stable et de longue durée. Le gaullisme ne s'est-il pas maintenu pendant 25 ans en France ?" (Figaro 30. 9. 74).

Cette tentative de mise en place d'un régime présidentiel, d'un pouvoir fort de la bourgeoisie, transperce malgré la démagogie démocratisante, au travers de mesures susceptibles d'assurer la répression contre des secteurs du mouvement ouvrier. Ainsi, obligation est faite à tous les partis qui veulent participer aux élections de déposer devant le procureur de la Cour suprême une déclaration selon laquelle ils s'engagent à ne se livrer "à aucun acte de violence ni à des activités subversives contre l'Etat ou pouvant mettre en danger les institutions constitutionnelles"(3).

Georges Mavros, dirigeant de l'Union du Centre - Nouvelles Forces, développe un programme politique fort peu distant de celui de Caramanlis. Il trouve un appui dans les grands centres urbains auprès des secteurs des classes moyennes, des petits commerçants. Auréolé de son statut de prisonnier politique, de "résistant", il joue la carte de l'opposition à la junte. Ainsi, sur sa liste électorale, Mavros a réuni Alexandros Panagoulis (qui avait échoué, en 1968,

dans une attentat contre Papadopoulos) et Anastasios Minis, militaire connu pour avoir subi longtemps la torture. C'est la référence à cette "permanence" de la contestation du pouvoir de la junte qui représente l'atout majeur et la différenciation la plus sensible de Mavros par rapport à Caramanlis. Au cas où ce dernier ne pourrait obtenir une majorité suffisante, il devrait certainement chercher une alliance avec l'ex-ministre des affaires étrangères. L'extrême-droite, organisée dans le parti de Garoufalias, l'Union Démocratique Nationale, ne peut pas prétendre jouer un rôle sérieux, ni dans les élections, ni dans la nouvelle étape de la vie politique qui s'est ouverte en juillet. Elle soutient plus ou moins ouvertement la junte et dispose pour sa propagande d'un quotidien "Eleutheros Kosmos".

La réorganisation du mouvement ouvrier

En rupture avec les opérations de la droite et du centre-droite, le Mouvement Socialiste Pan-hellénique d'Andréas Papandréou (PASOK) exprime peut-être le mieux, bien que de façon déformée, la fin de l'esprit de défaite qui avait imprégné les masses grecques suite à la guerre civile. Sur la base d'un programme démagogique et radical (nationalisations, "débarasser les hiérarchies capitalistes", "libérer la Grèce de toute influence étrangère", opposition à l'entrée dans la CEE, etc.), qu'il ne manque d'ailleurs pas d'édulcorer dans sa campagne électorale, Papandréou mobilise les énergies de vastes couches de la jeunesse étudiante et ouvrière. Depuis fort longtemps il avait compris l'importance du sentiment anti-impérialiste, anti-américain dans des couches décisives de la population. Ainsi, au début de l'année 74 écrivait-il : "Les Grecs sont arrivés à identifier leur subordination, leur exploitation économique avec la politique des Etats-Unis et, naturellement, avec l'OTAN. Dans le cas d'élections libres, aucun parti ne pourrait survivre s'il ne revendiquait l'indépendance nationale et la rupture avec l'OTAN..." (idem). Le PASOK a fait de ce thème une des lignes de force de sa campagne. Au même titre, il mit immédiatement l'accent sur la nécessité de procès politiques contre les responsables du coup d'Etat du 21 avril 1967, de la répression sanglante contre les étudiants de Polytechnique et du putsch de Chypre. Il rencontre sur ce terrain un sentiment populaire de plus en plus fort qui donne à ce représentant d'une véritable dynastie politique grecque un rôle central dans le processus de repolitisation. L'immaturité politique des nouvelles générations et la liberté d'action laissée à l'organisation de jeunesse du PASOK permettent à la démagogie "papandréiste" d'influer sur des couches d'étudiants et même d'ouvriers qui naissent ou renaissent à la

politique et d'endiguer, partiellement, la nouvelle radicalisation. Enfin, il faut souligner l'hétérogénéité de cette formation, ce qui débouchera très certainement sur des différenciations politiques internes accentuées.

Face à lui, les staliniens, divisés, avaient pris du retard. Il ne fait pas de doute que le PCG (extérieur) a acquis une place prépondérante en comparaison avec le PCG (intérieur). S'appuyant sur la bureaucratie soviétique, il a reconstruit un appareil puissant apte à assurer son influence. Ses locaux couvrent de plus en plus les principales villes grecques, sa presse (Nea Ellada et Eleutheri Patrida) s'est considérablement élargie. La force de son appareil et son influence syndicale représentent les atouts les plus importants de ce parti stalinien. Parmi la couche de travailleurs radicalisés, dans cette phase, il ne fait pas de doute qu'il va renforcer son emprise. L'apparition du PC -- qui ne se camoufle plus sous la couverture de l'EDA -- se fait sans référence explicite à son rôle dans la défaite du mouvement ouvrier grec. Pour les secteurs ouvriers et jeunes nouvellement politisés, il surgit, en quelque sorte, comme un parti tout neuf.

Durant toute une période son souci essentiel fut d'obtenir la légalisation; ceci laissa un certain champ libre à Papandréou. Ensuite, pour les deux PC, arriver à un accord électoral était une nécessité pour jouir du report de voix au deuxième tour (il faut atteindre 17% des voix au premier tour pour avoir droit à la répartition des sièges restant). Ainsi se forma la Gauche Unie qui regroupe les deux PC et l'EDA (Union de la Gauche Démocratique), ancienne couverture électorale du PC. C'est sous cette étiquette que les deux PC vont se présenter aux élections du 17 novembre. Face au conflit avec la Turquie la politique du PC se caractérisa par une ligne chauvine qui cautionnait, en fait, la démagogie nationaliste du gouvernement provisoire. Développant sa politique d'Union Nationale, le PCG (extérieur) attaquait Caramanlis pour avoir exclu du gouvernement "les forces qui depuis 7 ans étaient au premier rang de la lutte contre la dictature". Quant au PCG (intérieur), il appelle le "peuple grec à agir ensemble sur la base d'une large unité entre la gauche, le centre, la droite et les patriotes, ceci jusqu'à ce que l'engagement sur la voie démocratique soit suffisant et irréversible". Une fois de plus, les staliniens stimulent les illusions les plus criminelles sur les options de la bourgeoisie grecque, sur l'armée et sur les tâches auxquelles la classe ouvrière est confrontée.

Malgré la force de son appareil, le PCG (extérieur - Florakis) doit tenir compte

du PASOK. Sa politique d'Union Nationale peut difficilement faire échec à la démagogie de Papandréou, au moins dans les secteurs se politisant le plus rapidement. Il y a là, dans les rapports entre le PASOK et le PC, un facteur non négligeable du processus de recomposition du mouvement ouvrier et de repolitisation des nouvelles couches qui entrent dans la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste.

Pour l'instant, le phénomène de repolitisation se développe le plus fortement dans les secteurs lycéens et universitaires. Les grèves dans les lycées furent nombreuses. Il est fort probable que, dans la phase actuelle, le mouvement politique des étudiants joue un rôle d'avant-garde et soit un ferment déterminant, dans des couches encore limitées, par la maturation d'une conscience révolutionnaire. La fusion de cette radicalisation de l'avant-garde étudiante et lycéenne avec l'émergence des luttes ouvrières -- que la grève limitée dans la presse annonce -- va mettre en relief tout le potentiel de combativité qui filtre aujourd'hui ici et là. Pour les marxistes-révolutionnaires, pour nos camarades du PCIG (Parti Communiste Internationaliste de Grèce) la capacité d'acquérir une place prédominante dans cette avant-garde étudiante, d'engager le débat avec les secteurs touchés par les organisations de jeunesse du PC et plus spécialement du PASOK et de développer une implantation initiale dans la classe ouvrière sera déterminante dans les mois à venir. En grèce, une nouvelle période de l'histoire de la lutte des classes ne fait que commencer.

A. Udry
8.11.74

(1) Voir Financial Times, 3.6.74 et Le Monde Diplomatique d'octobre 1974
(2) L'émigration se dirige essentiellement vers l'Allemagne (270.000), les Pays-Bas (13.000), la Suisse (10.000), la Belgique (6.500) et la France (4.500). Les chiffres indiqués ci-dessus sous-estiment le nombre d'émigrés, car beaucoup ont un "statut" de clandestin. Les devises acquises grâce aux remises de l'émigration s'élevaient en 1955 à 50.6 millions de dollars, en 1968 à 239.4 millions et en 1972 à 571.4 millions.

(3) Vu ce décret (article 1, paragraphe 2 du décret loi 59) les militants du PCIG (section grecque de la IVème Internationale) ne présentent pas de candidats à ces élections et demandent de voter pour la liste de la "gauche unie".

les partis réformistes se mettent à jour



Trois partis politiques de la gauche française viennent, ces dernières semaines de tenir des réunions nationales dont les implications sont importantes pour le mouvement ouvrier. Il s'agit du Conseil National du Parti Socialiste Unifié (PSU) qui a mis en minorité sa direction, des Assises pour le Socialisme, organisées par le Parti Socialiste, qui ont jeté les bases d'une intégration dans la nouvelle sociale-démocratie d'une fraction du PSU et d'une partie de l'appareil du syndicat CFDT (Confédération Française Démocratique du Travail), et du Congrès extraordinaire du Parti Communiste Français (PCF) qui a établi une perspective gouvernementale ouverte aux gaullistes. Ces trois congrès représentent une étape significative du processus de recomposition du mouvement ouvrier français entamé après la grève générale de Mai et Juin 1968. Pour comprendre leur signification et être à même d'en dégager les conséquences pour les marxistes-révolutionnaires, il nous faut brièvement rappeler ici les principales caractéristiques de la situation politique après la victoire présidentielle de Giscard d'Estaing.

Une situation instable

Avec moins de 1% de majorité, la victoire électorale de la droite, toutes tendances réunies, n'a en rien renforcé le système

de domination de la bourgeoisie ébranlée en 1968. Confronté à une inflation très forte (entre 15 et 20% d'augmentation des prix) et à un début de récession, le gouvernement est aujourd'hui incapable d'enrayer la progression du chômage qui risque d'atteindre dans les prochains mois un million de chômeurs, et la mise en liquidation de certaines de petites et moyennes entreprises victimes de la politique d'encadrement du crédit. Minoritaire parmi les salariés, la nouvelle équipe au pouvoir a pu rassembler, le temps d'une campagne électorale, la quasi totalité de la droite et de l'extrême-droite face au péril de l'Union de la Gauche, mais ce rassemblement de bulletins de vote n'arrive pas à déboucher sur la construction tant rêvée par les successeurs de de Gaulle d'un véritable parti conservateur, capable d'assurer un minimum de stabilité au régime. Les contradictions sont trop fortes au sein de la bourgeoisie et c'est sans parti et avec une base sociale restreinte que Giscard d'Estaing s'efforce de louvoyer en s'appuyant essentiellement sur l'appareil d'Etat. Ses premières décisions ont visé essentiellement à regagner sur la gauche quelques centaines de milliers de voix en reprenant à son compte des revendications du programme commun. C'est ainsi que dans un grand élan démagogique le droit de vote à 18 ans a été donné aux jeunes, des mesures de libéralisation trompe-l'oeil ont été prises quant à la répression policière (annonce de la suppres-

sion officielle des écoutes téléphoniques), l'avortement sera désormais légalisé. Mais toutes ces audaces n'ont pas ébranlé la masse des travailleurs, préoccupés avant tout par l'augmentation des prix et les menaces sur l'emploi.

Dans ce domaine l'impasse est totale et si la bourgeoisie accepte de négocier avec les organisations syndicales c'est pour leur dire qu'elle n'a pas grand chose à leur accorder, notamment dans le secteur public et nationalisé, le plus retardataire sur le plan des salaires. Ce problème est posé concrètement. Comment bloquer une lame de fond de luttes sociales que tout le monde prévoit ? La seule mesure efficace prise après l'expérience de LIP est la décision du gouvernement d'accorder une année de salaire à tous les travailleurs victimes d'un licenciement collectif. Mesure qui peut conduire à une démobilisation effective en l'absence de mouvements d'ensemble de la classe ouvrière. Mais nous entrons là dans la question décisive. C'est que le niveau de combativité des travailleurs français a atteint un palier tel que les menaces sur l'emploi n'aboutissent plus à des replis craintifs mais au contraire à des luttes de plus en plus dures. C'est désormais en terme politique que des milliers de travailleurs posent le problème de la crise. C'est cette radicalisation des masses qui a forcé les dirigeants du PCF et du PS à s'entendre et qui empêche, dans l'immédiat, le régime d'imposer un système présidentiel, qui verrait la vie politique marquée par l'alternance au pouvoir de la droite et d'un PS ayant rompu les ponts avec le PC.

Les partis ouvriers face à la combativité ouvrière

Comme nous l'avons déjà analysé dans les articles précédents, l'Union de la Gauche réalisée entre le PC et le PS et les radicaux de gauche sur la base d'un programme commun de gouvernement est la seule réponse que les dirigeants réformistes pouvaient apporter aux nouvelles préoccupations politiques des travailleurs qui, après l'expérience de Mai 68, ne se satisfont plus de quelques conquêtes économiques mais veulent de plus en plus "changer la vie". Revendications unifiantes et auto-organisation représentent des thèmes repris et appliqués par des secteurs de plus en plus importants. Or, pour de nombreux travailleurs, à la différence de 1968, se dessine une perspective politique des luttes. A l'étape actuelle ils retiennent de l'Union de la Gauche davantage l'unité réalisée entre les deux partis ouvriers que le contenu de collaboration de classe du programme sur lequel elle s'est faite. La combinaison des conséquences de la crise et de l'existence de l'Union de la Gauche

explique l'ampleur et la dureté des conflits sociaux en cours (voir la grève générale des postes), leur trahison viendra de cette unité.

Cette remontée générale des luttes dans le pays s'accompagne d'un développement et d'une intervention plus systématique de l'avant-garde ouvrière large, qui perçoit, à travers ces luttes, l'impasse du projet réformiste, mais qui, dans une grande confusion politique, ne se reconnaît pas pour autant dans les perspectives portées par les organisations révolutionnaires, lesquelles n'ont pas encore fait suffisamment leurs preuves sur le terrain.

Ces constatations nous amènent à comprendre comment la crédibilité du projet réformiste parmi les masses peut s'accompagner d'un large développement de courants centristes et d'un renforcement des marxistes révolutionnaires. Ces trois éléments contribuent à façonner les phénomènes en cours de re-composition du mouvement ouvrier.

La politique des dirigeants du PCF et du PS est aujourd'hui entièrement dominée par la préparation d'une arrivée au gouvernement. Pour cela, ils misent avant tout sur une défection grandissante des députés UDR qui forment encore la majorité du Parlement et sur des élections législatives anticipées qui donneraient à la gauche plus de 50% des voix. Cependant si le PCF et du PS affrontent cette situation avec un programme commun, leurs préoccupations immédiates sont différentes parce qu'il s'agit de deux partis de nature différente. Et c'est ainsi qu'on peut comprendre les attitudes paradoxales de ces deux partis lors de leurs Congrès. Au moment où PCF explique que la tâche de l'heure n'est pas le socialisme, qu'il ne faut surtout ne pas aller plus loin que le "programme commun" et que, désormais, il faut élargir les alliances aux gaullistes et aux patrons "non monopolistes", le PS, lui, rédige une Charte sur la nécessité du socialisme, de l'autogestion et du "front de classe" contre la bourgeoisie. Un oeil non averti ne s'y reconnaît plus : les sociaux-démocrates développent un programme plus radical que les staliniens ! L'explication peut se résumer en une phrase. Dans la période présente, le PCF se doit d'être reconnu comme un interlocuteur responsable par la bourgeoisie, alors que le PS, lui, pour redevenir utile à la bourgeoisie, doit tout faire pour retrouver des liens avec la classe ouvrière, et commencer à remettre en cause le monopole du PCF dans ce secteur. Quand on s'adresse à la bourgeoisie on développe une politique cocardière de droite, quand on s'adresse à la classe ouvrière dans la période présente, on gauchit son langage.

La revitalisation de la social-démocratie

Minoritaire dans la classe ouvrière après la Libération, la sociale-démocratie n'a jamais totalement disparu en France et a toujours conservé une base électorale ouvrière dans certaines régions à tradition guesdiste. Hégémonique dans la puissante Fédération de l'Éducation Nationale (FEN), les socialistes conservaient le contrôle du troisième syndicat ouvrier -- Force Ouvrière. Ceci dit, avec ses 80.000 adhérents, dont plus de 20.000 notables élus, la vieille SFIO était en train de déperir. La faiblesse de ses liens avec la classe ouvrière le rendait peu rentable pour la bourgeoisie qui acceptera encore ses loyaux services pour casser la IV^{ème} République et installer l'État fort gaulliste en 1958, mais n'aura plus besoin d'elle sous la V^{ème} République.

des libertés démocratiques, du stalinisme, mise en avant de l'autogestion qui correspond chez les travailleurs à un sentiment de remise en cause des bureaucraties, de la hiérarchie et à une volonté de contrôle.

C'est sur cette lancée que le nouveau PS, après son congrès d'Épinay en 1971, a commencé à recruter à la gauche et à la droite du PCF avec un impact réel sur les cadres de la CFDT, deuxième syndicat ouvrier, à la recherche d'un parti ouvrier capable de les épauler dans la concurrence avec la CGT (Confédération Générale du Travail) dirigée par la fraction du PCF. Bon nombre de ces syndicalistes CFDT, qui se sont politisés en Mai 68, sont rebutés par la pratique et les méthodes du PCF et retrouvent de fa-



L'agonie fut stoppée par l'entrée au PS de François Mitterrand qui sut montrer aux grenouilles qui cherchaient un roi les chemins du renouveau. En ce sens Mitterrand ne changea pas la nature du PS mais, au contraire, s'efforça de lui faire jouer réellement son rôle de parti ouvrier en comprenant parfaitement que la seule issue d'un parti social-démocrate c'est de conserver et de développer ses liens avec la classe ouvrière pour être capable ensuite de mener une politique de collaboration de classe, crédible pour la bourgeoisie. Ce "retour à la classe" ne pouvait pas se faire de n'importe quelle façon. Il lui fallait tenir compte du poids hégémonique du PCF et des processus de radicalisation politique. Dès lors la tâche devint claire. L'unité d'action avec le PCF était le seul moyen de renouer avec la classe ouvrière, à condition qu'en même temps le PS puisse au niveau de son recrutement se démarquer du PCF sur tous les points qui sont ses maillons faibles : problème des

çon confuse dans le thème de l'autogestion les aspirations partagées par toute une partie de l'avant-garde ouvrière large. Cet anti-stalinisme confus a pu être utilisé par la direction réformiste du syndicat qui a su comprendre cette sensibilité en substituant habilement l'anti-léninisme à l'anti-stalinisme.

Mais la nouvelle crédibilité du PS a été forgée en partie par le PCF qui en se ralliant à la candidature de F. Mitterrand a permis de faire retomber sur le PS le prestige de la percée électorale du Bonaparte de gauche lors des présidentielles.

C'est fort de ce succès que le PS a organisé les Assises du Socialisme. Il s'agissait très concrètement d'achever la première étape de reconstruction du parti en lui donnant une base syndicale par l'intégration de la direction de la CFDT et une caution gauche par l'absorption de la direction du PSU. Cette opération a globalement réussi. Les Assises

étaient organisées officiellement par le PS, la direction du PSU et la "3ème composante" c'est-à-dire quelques milliers de militants CFDT, dont la majorité de la direction nationale. Une Charte a été adoptée à l'unanimité et prépare ainsi la fusion de ces trois courants lors du Congrès de janvier qui fera naître le Parti des Socialistes. De fait, il s'agit d'une intégration pure et simple dans l'actuel PS.

Programme destiné au recrutement, ce texte n'a bien sûr rien à voir avec le futur programme électoral du parti, mais il représente l'un des documents les plus avancés de la social-démocratie européenne. Quel signe des temps ! Prenons quelques exemples. Dans la partie qui explique que "le socialisme est à l'ordre du jour", l'autogestion est présentée comme en étant la "clé de voûte" et il est même précisé "qu'au-delà d'un certain niveau, le contrôle ne peut s'exercer qu'en fonction de références précises et ces références elles-mêmes ne peuvent être fournies que par le plan... La planification démocratique des besoins considérés comme prioritaires est indissociable de l'autogestion dont elle est la forme généralisée". L'accent est mis également sur les formes de délégation et de contrôle : " Dans toutes les entreprises devra avoir lieu l'élection des organismes d'administration et de gestion par les travailleurs concernés". Certes, les modalités de révocabilité ne sont pas précisées, le texte insiste uniquement sur la nécessité de "mandat précis et contrôlable".

Jusque là, pas de problème; mais, comme on pouvait s'y attendre, nos sociaux-démocrates ne franchissent pas le Rubicon. Pour nos nouveaux socialistes, l'occupation de l'appareil d'Etat précède la conquête du pouvoir. Il s'agit d'un "combat politique global qui vise la conquête de l'Etat, sa transformation et, à terme, le renversement du pouvoir de la classe dominante". Tout le problème est là. On va d'abord gérer l'Etat, le "démocratiser" avant de s'emparer du pouvoir, mais comme l'exemple du Chili est présent, le texte ajoute que par la suite : " maintenir les structures de l'Etat capitaliste, ce serait perpétuer la domination de la bourgeoisie et risquer de remettre en cause à tout instant les conquêtes du socialisme".

Certes nous n'avons aucune illusion sur les bonnes paroles programmatiques des sociaux-démocrates mais on aurait tort de ne pas comprendre la signification d'un tel document. Pour qu'un parti socialiste, peut-être à la veille du pouvoir, soit obligé de rédiger pareils propos, c'est vraiment le signe que quelque chose a changé et change dans cette classe. "Socialisme", "Front de Classe", "Autogestion" dans la bouche de dirigeants sociaux-démocrates, cela veut dire que des centaines de milliers de travailleurs sont au-

jourd'hui sensibilisés sur des thèmes mis en avant par l'avant-garde. En écrivant ainsi, le PS, qui doit avoir plus de 110.000 membres -- dont plus de 50% n'ont jamais appartenu à l'ancienne SFIO -- fait entrer quelques loups dans sa bergerie, qu'il ne sera pas si facile de domestiquer quand la pratique du parti viendra se heurter aux exigences de la lutte de classes.

Dès lors, on peut s'attendre à l'apparition de courants centristes dans ce parti totalement dominé par l'appareil de Mitterrand qui joue déjà dans sa propre organisation un rôle de bonaparte entre la "gauche" et la droite encore silencieuse mais puissante. La gauche officielle du parti (environ 20%), le CERES (Centre de Recherches et d'Etudes Socialistes, animé par J. P. Chevènement, G. Martinet, D. Motchane, etc.) avec sa vingtaine de députés, s'est renforcée dans ce processus, mais ne s'est pas jusqu'à présent démarquée de Mitterrand qui lui a volé, provisoirement, ses principaux thèmes. Elle risque d'être écartée de la direction qui n'a plus besoin d'elle pour faire une majorité. Elle pourrait, en outre, se montrer incapable de capter les nouvelles couches d'adhérents qui pourraient, ultérieurement, se regrouper ailleurs.

Aujourd'hui, avant les prochaines étapes de clarification, c'est Mitterrand qui sort le grand bénéficiaire de l'opération. Le PS commence à s'implanter dans les entreprises. Il est en train de dépasser le PCF sur le plan électoral. Il a en partie brisé le crédit du PSU, petite formation socialiste de gauche (10.000 adhérents déclarés) dirigée par Michel Rocard. Il intègre la direction de la seconde centrale ouvrière du pays. Il sera bientôt prêt pour la relève mais encore faudrait-il que la bourgeoisie ait toutes les assurances qu'il ne soit pas débordé. Or, déjà, malgré son allure gauche, l'opération Assises pour le Socialisme s'est heurtée à de fortes oppositions dans le PSU comme dans la CFDT. Des milliers de syndicalistes, quelques fédérations nationales (Banques, Bâtiment, Textile, Cuir et Peaux) se sont opposés aux prises de position de leur secrétaire E. Maire et se refusent à voir dans le ralliement au PS la solution et le débouché à leur lutte. Le débat est ouvert dans le syndicat sur toutes les questions fondamentales du mouvement ouvrier et des premiers regroupements s'opèrent tandis que la majorité du PSU condamne la politique de ses dirigeants qui avaient engagé officiellement le parti dans le processus d'intégration au PS.

La crise du PSU

Le PSU regroupait des sociaux-démocrates de gauche, des centristes et des révolutionnaires. Les origines chrétiennes de gauche de la majorité du parti expliquent souvent l'alliance entre un gauchisme verbal et une

pratique social-démocrate. Après Mai 68, dans la période d'apogée de l'ultra-gauchisme, le PSU avait tenté de jouer un rôle d'arbitre entre ce courant et les trotskystes. Puis le développement de l'Union de la Gauche déplaça son centre de gravité et le PSU s'efforça d'être le pont entre l'extrême-gauche révolutionnaire et les réformistes tout en se faisant de plus en plus happer par ces derniers. C'est à ce moment que plus de 200 militants décidèrent de rejoindre la Ligue Communiste. Avec la candidature de F. Mitterrand aux présidentielles, la direction du PSU s'engagea à fond avec le PS ce qui lui valut le départ de quelques centaines de militants proches du mao-populisme. Déjà la proposition de la gauche du PSU de présenter Charles Piaget, le leader des LIP, aux présidentielles, avait permis à cette tendance de regrouper 30% des voix contre la direction Rocard.

Lors du dernier Conseil National, ce sont plus de 60% des mandats qui se prononcèrent contre l'adhésion au PS. La direction sortante fut battue et remplacée par une nouvelle direction animée par le secrétaire de la Fédération de Paris, Michel Mousel, à laquelle participe Charles Piaget et dans laquelle d'anciens membres du PCF jouent un rôle non négligeable. Dans les semaines qui viennent la droite qui suivait l'ancienne direction aujourd'hui évincée va quitter le PSU pour rejoindre le PS entraînant avec elle un millier d'adhérents au maximum.

Le PSU se trouve une fois de plus devant des choix importants. Sa nouvelle direction se place sur le terrain de la révolution mais véhicule toute une série d'illusions sur la possibilité de regrouper dans un vaste "mouvement pour le contrôle ouvrier et l'auto-gestion" ce qu'ils appellent les "avant-gardes des luttes", ou base du futur parti révolutionnaire, dont ils ne précisent ni le rôle ni le fonctionnement, ni le but. Pour ces camarades le trait d'égalité est vite tiré entre parti stalinien et parti léniniste.

Certes le PSU n'aura pas une force militante plus importante que le Front Communiste Révolutionnaire (FCR -- l'organisation trotskyste française) mais il influence des secteurs de la classe ouvrière et des courants syndicalistes de gauche (notamment dans la CFDT). Non "reconnu" par les partis réformistes, il sera dès lors obligé de préciser sa stratégie et sa tactique d'alliance. Par son type de fonctionnement et sa souplesse théorique, le PSU restera néanmoins un pôle organisationnel pour une fraction de l'avant-garde large pas encore prête à faire le saut du côté des marxistes-révolutionnaires.

Ainsi, si le renforcement du PS traduit sous une forme déformée une certaine politisation des masses, la rupture intervenue dans le PSU traduit à sa façon l'impact grandissant des idées révolutionnaires au sein de l'avant-garde large. Mais cette période de politisation permet aussi au PCF de se développer et d'accroître dans certains secteurs son audience, au prix de grandes contradictions, pourtant.

Le congrès extraordinaire du PCF

Décidé au même moment que les Assises du Socialisme, ce congrès extraordinaire a donné lieu, dans les cellules, à l'un des débats les plus importants depuis la Libération. Le projet de résolution soumis aux militants résume parfaitement les objectifs que se fixait la direction : la victoire de l'Union de la Gauche est à la portée de la main, pour cela il faut non seulement dépasser le seuil fatidique des 50% mais obtenir bien davantage pour éviter notamment l'isolement qu'a connu la gauche chilienne par rapport à la petite et moyenne bourgeoisie. Pour Georges Marchais, secrétaire général du PCF, la France est divisée en deux blocs : d'un côté les monopoles et les représentants des firmes multinationales, de l'autre tous les français victimes des monopoles. C'est-à-dire les travailleurs, les petits et moyens patrons, les patrons non monopolistes, les militaires de carrière, etc. "Tout ce qui, dans le pays, est exploité par les monopoles". Dès lors, la perspective est simple, il faut, sur la base du programme commun de la gauche élargir l'Union de la Gauche à l'Union du Peuple de France et, sur le plan politique, s'unir aux gaullistes "avec lesquels on s'est retrouvé dans toutes les grandes causes nationales". Pour arriver à cela, on expliquait que le socialisme n'était pas à l'ordre du jour, qu'il fallait donc se limiter à des réformes et qu'on envisagerait la suite selon ce que déciderait la majorité électorale. Le rôle du parti, "un parti pour la France d'aujourd'hui", dans tout cela, se limitait à "hâter les changements". Après avoir abandonné la perspective du socialisme, la résolution initiale proposait un nouveau type de recrutement qui ne soit plus fondé sur la volonté de construire le socialisme mais sur celle d'être à la pointe du combat pour l'application du programme commun. La résolution indiquait : "Le PCF est ouvert sans restriction à tous ceux qui veulent prendre part au combat pour le changement démocratique". Ce projet de résolution allait susciter dans tout le parti un grand débat d'autant plus qu'il arrivait à un moment où le PCF venait de perdre des voix au profit du PS dans 5 élections législatives par-

tielles et que la Jeunesse Communiste s'était mise à appliquer la ligne en rencontrant officiellement la direction des Jeunesses Gaullistes : l'Union des Jeunes pour le Progrès qui, liée à l'UDR, avait soutenu la candidature de Chaban Delmas.

La discussion politique dans le quotidien du PCF laissa apparaître un profond malaise chez les militants sur trois points : la politique d'alliance avec les PME (Petites et Moyennes Entreprises), la nouvelle définition du rôle de l'avant-garde du parti et l'abandon du socialisme comme critère d'adhésion. Le malaise fut si important qu'au Congrès du PCF la direction fut obligée de reculer et accepta des amendements formels capables de calmer les militants sans pour autant remettre en cause l'orientation générale. Le texte adopté précise : "ce que nous proposons à notre peuple c'est une expérience nouvelle, précise, limitée". "C'est un changement conforme à la raison". Puis la résolution doit ajouter que le PCF se bat pour "un socialisme aux couleurs de la France" et que le passage au socialisme ne "peut être que l'oeuvre d'un mouvement démocratique majoritaire de la nation".

Dans l'immédiat il s'agit d'appliquer le programme commun de la gauche en réalisant l'Union du Peuple de France incluant la classe ouvrière, les intellectuels, les artisans et commerçants, les militaires mécontents "du pouvoir", "qui met en cause l'indépendance et refuse une politique nationale de défense" et enfin les "dirigeants des entreprises petites et moyennes, atteints par les mesures de concentration du capital...". Ce qui les menace ce ne sont pas les légitimes revendications des salariés, soutenues activement par le PCF, c'est la politique des grandes sociétés, des banques et du pouvoir. Cette situation devrait les conduire à agir avec l'ensemble des forces populaires pour le "changement démocratique". Quant aux gaullistes "qui ne se reconnaissent pas dans une politique qui aliène l'indépendance de la France, limite son rôle international propre", ils ont leur place car, communistes et gaullistes "se sont retrouvés côte à côte dans les combats essentiels pour l'indépendance et la dignité de la France...". "C'est de cela qu'il s'agit à nouveau. C'est pourquoi ils peuvent se retrouver dans une large alliance qui se donne pour but d'assurer l'unité, la prospérité, la grandeur et le rayonnement de la communauté nationale".

Enfin, le PCF "est ouvert sans exclusive à tous ceux et à toutes celles qui veulent agir pour les grandes transformations démocratiques...". "Devenir communiste", est-il ajouté, "c'est participer au combat pour une démocratie avancée, c'est agir pour le triomphe ultérieur du socialisme".

Cette ligne générale n'est pas nouvelle, elle

fut appliquée à la Libération, mais dans la nouvelle période que nous connaissons, elle suscite de vives contradictions. Comme les autres PC de masse en Europe, le PCF doit proposer une solution politique à la crise du système de domination de la bourgeoisie. C'est le seul moyen pour l'appareil de ne pas être débordé et de garder encore son contrôle sur les masses. Mais il n'est pas question pour cette direction stalinienne d'envisager de remettre en cause le statu-quo européen en proposant de briser l'Etat bourgeois. Par conséquent, l'alliance avec les sociaux-démocrates s'accompagne d'une alliance avec les secteurs non monopolistes de la bourgeoisie. Mais à la différence du PS, le PCF n'offre aucune garantie à cette bourgeoisie. Sa nature stalinienne le fait toujours apparaître comme un élément extérieur à l'Etat bourgeois, comme un représentant de l'Union Soviétique. La direction du PCF doit donc donner le maximum de garanties à la bourgeoisie, à la fois pour être acceptée par elle et pour délimiter un cadre empêchant tout débordement "gauchiste".

Mais cette orientation générale a suscité de grands problèmes. L'alliance avec le PS a redonné vie à ce parti et, désormais, le PCF n'a plus le monopole de l'intervention dans les entreprises, du fait de l'existence de sections d'entreprises du PS et aussi des révolutionnaires. Electoralement, le PCF est en train d'être dépassé par le PS, ce qui provoque une réaction très vive des militants éduqués à juger la validité de la ligne par les scores électoraux.

Mais ceci était prévisible, un bon électeur réformiste, pour être efficace, préfère aujourd'hui voter PS que PC. Ici, le PCF paie les conséquences de sa propre orientation.

C'est ainsi que le PCF a du mal à justifier son existence par rapport au PS. Programmatiquement, il ne peut se démarquer de Mitterrand qui, verbalement, on l'a vu, tourne parfois le PC sur sa gauche. Dès lors, G. Marchais a dû mener campagne sur les possibilités de trahison du PS en faisant référence à son passé. "Coups de gueule" à usage interne que toute la presse a révélés, mais qui n'auront aucune suite si ce n'est de resouder les rangs du PCF sur la base d'une vieille méfiance à l'égard des socialistes. La direction du PCF et celle du PS sont condamnées à travailler ensemble. Dans la période de combativité ouvrière que l'on connaît la direction du PCF doit donc tenir compte de deux facteurs contradictoires. D'une part l'impact réel dans les larges masses de l'Union de la Gauche comme solution électorale à la crise et, d'autre part, le développement de luttes qui peuvent apparaître contradictoires à la solution électorale.

Cette contradiction est aujourd'hui assumée par ce que nous appelons la "tactique de che-

vauchement". Les staliniens ont compris qu'ils ne peuvent plus s'opposer frontalement à ces luttes comme en 1968, ou les dénoncer comme ils le firent lors des manifestations organisées après l'assassinat de Pierre Overney aux portes de l'usine de Billancourt par la police privée de la Régie Renault. La note à payer est très lourde. Ils préfèrent, quand ils sont confrontés à un mouvement de masse, laisser se développer les luttes, et y compris en prendre la direction, même sur une plateforme radicale comme aujourd'hui dans les PTT (1). Ils jouent alors sur le facteur temps. C'est-à-dire qu'ils attendent la démonstration que le pouvoir ne cédera pas, puis, dans une seconde étape, ils expliquent aux travailleurs qu'il faut changer de gouvernement mais comme cela n'est pas possible tout de suite, alors ils reculent en vidant la plate-forme de ses revendications les plus subversives pour trouver une nouvelle base négociable. Comme ils ne se sont pas discrédités dans la première phase de la lutte, ils peuvent plus aisément organiser le repli. Cette tactique liée à la souplesse d'adaptation classique des staliniens, leur permet à la fois d'éviter les débordements massifs et de rendre encore plus crédible leur solution politique électoraliste, même si chaque fois se dégage en réaction une avant-garde large plus conséquente.

Dans la période présente on ne peut donc s'attendre à une remise en cause massive de la politique du PCF. Celle-ci ne se produira qu'en cas de cassage direct d'une épreuve de force avec le pouvoir ou après quelques mois d'expérience gouvernementale. Ceci dit, on peut s'attendre, et cela a même commencé, à des crises locales où des militants communistes prennent conscience à travers leurs expériences de lutte des contradictions existant entre l'orientation de leur parti et la lutte elle-même. Généralement, les militants du PCF n'ont pas les moyens politiques de remettre en cause la stratégie de leur parti, les premières ruptures commencent à se faire sur les conséquences concrètes de cette stratégie (travail syndical, solidarité avec le Chili, travail dans l'armée, mouvement des femmes, etc.). Des critiques de gauche se développent dans le PCF et surtout la JC, mais parallèlement, on peut prévoir l'apparition de courants authentiquement sociaux-démocrates, notamment parmi les cadres intermédiaires, résultats et agents du processus de social-démocratisation.

20 ans de pratique de coexistence pacifique, sans tournant ultra-gauche, ont éduqué toute une génération dans un bain de parlementarisme, d'électoralisme et de légalisme. L'URSS n'est plus menacée comme auparavant et s'entend directement avec l'impérialisme américain ou la bourgeoisie française sans avoir besoin des pressions diplomatiques du PCF à qui les bureaucrates du Kremlin ne deman-

dent qu'une chose : bloquer tout processus révolutionnaire. Les travailleurs français n'adhèrent plus au PCF pour défendre un système soviétique assez discrédité.

Dans ce contexte les liens entre la bureaucratie soviétique et l'appareil du PCF, s'ils restent encore décisifs, sont néanmoins distendus (en pleine campagne électorale de l'Union de la Gauche, l'ambassadeur soviétique est venu volontairement serrer la main et rendre visite à un seul candidat : Giscard d'Estaing...).

L'appareil du PCF est de plus en plus investi dans les prébendes concédées par l'Etat bourgeois et se prépare de toutes façons à sa gestion. Enfin, les rapports entre le parti lui-même et la classe commencent à se modifier.

Le PCF ne recrute plus comme par le passé l'avant-garde des luttes dans les entreprises où existent déjà des noyaux d'avant-garde, mais tend à recruter des travailleurs moins politisés pour qui la lutte et l'adhésion au PCF représentent une première phase de politisation, avant de le quitter, essentiellement dans une deuxième étape. Ainsi dans les bastions ouvriers à forte tradition de combativité, le PCF perd des adhérents (2) et la CGT également, alors qu'il en recrute dans les petites et moyennes entreprises.

L'appareil du PC en plein renouvellement est de plus en plus composé de jeunes militants, gestionnaires de syndicats, habitués à briser les luttes et n'ayant souvent pas le prestige de la vieille génération.

La dynamique de l'orientation du PCF aboutit à une baisse de l'activité des cellules d'entreprise au profit des cellules de quartier.

Dans ce contexte, des courants peuvent pousser cette dynamique jusqu'au bout et s'interroger sur la division PC-PS. Mais qu'on ne s'y trompe pas, ils se heurteront à la riposte de l'appareil central qui mène dès à présent, mais sans moyen, une campagne vigoureuse pour revitaliser le travail des militants dans l'entreprise et réaffirmer le rôle de l'URSS comme pôle de référence international face aux échéances. Les staliniens sont prêts à beaucoup de concessions mais savent garder leur autonomie par souci d'auto-défense. C'est ainsi que le secrétaire personnel de Marchais, Fitterman, déclarait au congrès du PCF : " Il existe parfois dans nos rangs une tendance à ne pas apprécier à leur juste valeur les résultats obtenus dans les pays socialistes. En faisant aujourd'hui connaître et comprendre sans fard la réalité des pays socialistes, nous avons les moyens d'être offensifs ... ".

Le PCF reste un parti stalinien, mais son processus de social-démocratisation donne

«...un parti...



...pour la France»

de nouvelles possibilités d'intervention pour les marxistes-révolutionnaires, notamment au sein même des bastions de la classe ouvrière.

Les phénomènes de restructuration du mouvement ouvrier français que nous venons d'analyser brièvement sont le résultat des modifications politiques et structurelles intervenues ces dernières années. Elles se situent dans un moment où les travailleurs, après avoir récupéré, aux lendemains de l'échec de Mai 68, se préparent à de grands affrontements avec le patronat et l'Etat. Dans les semaines et les mois qui viennent il faut s'attendre au déclenchement de luttes de grande ampleur sur le problème des salaires et de l'emploi qui aboutiront au renforcement des révolutionnaires, en même temps qu'au renforcement provisoire des réformistes armés de leur solution politique globale et largement crédible aux yeux des masses.

Dans ce cadre, l'une des tâches des militants du Front Communiste Révolutionnaire est de s'adresser aux différents courants centristes, produit de cette radicalisation, d'entamer avec des débats politiques et de tout faire pour susciter l'unité d'action. Cette unité doit pouvoir se réaliser sur deux thèmes essentiels dans la conjoncture politique présente. A savoir la mise en avant dans les luttes de revendications unifiantes, la popularisa-

tion et l'actualisation de toutes les formes d'auto-organisation de la classe ouvrière, seuls moyens de contrer efficacement le projet de collaboration de classe des directions réformistes. Cette unité d'action avec les courants centristes et socialistes de gauche permettra à l'avant-garde large de peser d'un poids plus lourd dans les luttes, d'imposer sectoriellement l'unité d'action aux réformistes et ainsi, d'opérer des débordements qui peuvent aider à commencer à changer le rapport de forces entre réformistes et révolutionnaires, au profit de la lutte des travailleurs.

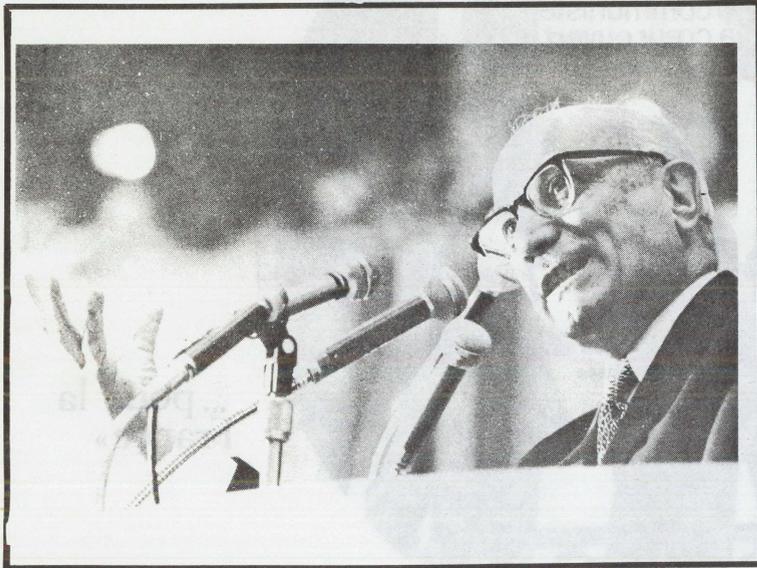
5 novembre 1974
Alain Krivine

NOTES

- (1) Aux usines Renault (33.000 ouvriers), le PC annonçait 2.500 membres en 1971, 1.300 membres en 1974.
A Peugeot-Sochaux, (36.000 ouvriers), le PC annonce 250 membres.
A Usinor-Dunkerque (12.000 ouvriers), le PC annonce 70 membres, etc.

(2)

le marasme



Fanfani, Moro...

à la recherche
d'un gouvernement

économie

Une nouvelle récession

Le tournant universellement prévu pour la conjoncture politique italienne s'est produit l'été passé. La nouvelle récession a commencé et est actuellement en plein développement.

On peut déterminer à tous les niveaux les éléments de la détérioration de la situation. La production industrielle qui avait connu une sensible augmentation au cours des sept premiers mois de l'année a connu un renversement de tendance au mois d'août : elle est tombée de 4,6%. La conjoncture négative a investi tout le secteur automobile (la FIAT et l'Alfa Romeo ont déclaré des excédents de stocks respectivement de 200.000 et 20.000 automobiles) et le patronat a commencé à opérer une réduction importante des horaires de travail (24 heures par semaine à la FIAT pour environ 71.000 ouvriers). La crise de l'automobile touche également une série de petites et moyennes entreprises qui lui sont liées (et d'autres secteurs seront sans doute également touchés, comme ceux qui sont liés à la distribution, la réparation, etc.). Sur les 21.620 artisans de ce secteur dans le Piémont -- d'après la Fédération Nationale des Artisans de la Métallurgie -- seuls 20% continuent à produire de façon régulière; 50% rencontrent des difficultés sérieuses et 30% se trouvent dans une "situation extrêmement préoccupante, à la limite de la survie". (Voir la Stampa, 27 octo-

bre 1974). Dans l'industrie textile les nouvelles pour le mois d'octobre ne sont pas moins graves. A la fin septembre les travailleurs bénéficiant de la caisse de compensation (allocation fournie en cas de mise au chômage partiel) étaient 20.000 et ils sont aujourd'hui 50.000 (Corriere della Sera, 26 octobre 1974). D'après le secrétaire du syndicat du textile (Filta - CISL) un risque de licenciements massifs se dessine. Dans l'industrie chimique on a assisté à des suspensions qui pourraient être l'indice de tensions croissantes (Snia Viscosa, Montefibre, quelques usines pétrochimiques à Ferrara et à Mantova). Quant au secteur du bâtiment, la crise n'est pas une nouveauté : le fait est qu'aucun signe de relance ne s'annonce. Entre 1971 et 1973 la construction de logements s'est réduite de moitié. Au cours des 4 premiers mois de 1974 le volume des constructions projetées s'est réduit de 7% par rapport à l'année précédente et même les constructions commencées ont subi une nouvelle compression, bien que plus modeste -- 3,5% -- (voir Rinascita, hebdomadaire du Parti Communiste Italien, N° 42). Il faut noter que, malgré cela, en 1973 la construction a absorbé 38,7% de tout le crédit attribué à l'industrie (voir Corriere della Sera, 27 octobre 1974). D'après les prévisions patronales il pourrait y avoir en 1974 et 1975 une nouvelle réduction de 10 à 15%. Quant à l'emploi, le secrétaire du syndicat CGIL (Confédération Générale Italienne des Travailleurs, syndicat contrôlé par le PCI), Giorgi, s'il n'y a pas de changement, prévoit



nique

entre 25 et 50% de chômeurs dans cette catégorie.

En ce qui concerne l'électroménager, la saturation du marché intérieur n'est pas une nouveauté. Le marché extérieur a absorbé jusqu'à 80% de la production totale de certaines industries. Mais la crise commence pour ces produits sur le marché français et anglais et, récemment, des difficultés sont apparues par suite de la dévaluation de 12% du dollar australien. On prévoit une baisse du marché interne de 20 à 25% d'ici à juin 1975.

Dans l'ensemble, au mois d'octobre, le nombre de chômeurs aurait atteint 800.000 (Corriere della Sera, 25 octobre 1974) d'après les déclarations officielles : ce qui signifie que le nombre réel est sensiblement plus élevé (800.000 correspond, de toutes façons, à plus de 4% de la population active). En ce qui concerne la consommation, il suffit de rappeler la chute des ventes d'automobiles (- 3.4% au cours des huit premiers mois de 1974 ; il faut cependant noter que déjà en 1973 la vente avait été basse et que, d'autre part, les premiers mois de 1974 couvrent une période dans laquelle la conjoncture était encore ascendante), et la chute de la vente de la viande (d'après le directeur du Consortium italien des bouchers industriels, au cours des derniers mois la chute des ventes auraient été de 30 à 35%).

Pour ce qui est des prix, l'Italie avait déjà

atteint une place peu enviable parmi les pays capitalistes au cours des 4 premiers mois de 1974 (en se plaçant dans la catégorie des 15 à 20% l'Italie n'était devancée que par le Japon où la hausse des prix atteignait 25%, mais dépassait tous les autres pays capitalistes, même la Grande-Bretagne). En septembre 1973 atteignait les 25% (24.6% avec une croissance record pour septembre de 3.3%) (pour de plus amples détails voir l'Unità du 26 octobre 1974). Un autre élément mérite d'être signalé : la difficulté de combler le déficit gigantesques de la balance des paiements -- qui va atteindre les 6.000 milliards de lires -- sera aggravée par la diminution de rendement du tourisme qui a le plus contribué, par le passé, à l'équilibre de la balance des paiements (dans la période des 8 premiers mois de 1974 les entrées de devises dues au tourisme ont été de 837 milliards de lires contre 960 milliards pour la même période de l'année précédente.) (1)

On peut finalement rappeler pour compléter le tableau que, pour éviter des bouleversements importants, la bourgeoisie italienne s'est déjà endettée envers l'étranger pour un total de 11.000 milliards de lires (3.6 milliards de dollars sous forme de prêts souscrits auprès d'instituts et de sociétés diverses; 8.2 milliards de dollars sous forme de prêts pour compenser le déficit de la balance des paiements -- Crediop, IMI, Ferrovie, etc. -- , 1.2 milliards de dollars dont 650 millions déjà utilisés, sous forme de prêts stand-by du Fonds Monétaire International; 312 millions sous forme de crédit spécial du Fonds Monétaire pour le pétrole, afin de compenser le déficit de la balance des paiements dû à la hausse du prix du pétrole; 1.889 milliards de dollars prêtés par la Communauté Européenne avec échéance à décembre prochain; 2 milliards de dollars sous forme d'un prêt par l'Allemagne garanti en or, à échéance de 6 mois, renouvelable pendant deux ans (Corriere della Sera, 22 octobre 1974).

Un long déclin

Mais on ne peut comprendre la portée des graves difficultés économiques actuelles qu'en tenant compte du contexte plus général dans lequel elles s'inscrivent. La récession qui se dessine actuellement se développe à distance rapprochée d'une autre récession dont on pouvait saisir les premiers indices dès la fin de 1970 et qui n'a été surmontée qu'au cours du printemps 1973. Ce qui est encore peut être plus significatif c'est que, déjà avant la récession de 1971-72, le développement économique connaissait depuis longtemps une tendance au déclin.

Nous nous arrêterons tout d'abord sur ce second phénomène. A partir du début des années 50, l'économie italienne a traversé, grosso modo, trois cycles de durées presque égales : 1951-1958; 1958-1964; 1964-1971. Le taux de développement d'ensemble entre le premier et le second cycle est passé de 5,1 à 5,7%; tandis que, dans la troisième phase, il est tombé de 5,7 à 3,8% (voir Ruffolo, directeur du plan). Si on accepte une autre évaluation basée sur une période plus longue et indépendamment des cycles, le résultat ne change pas : dans la période 1951-61 la croissance a été de 5,8% pour tomber en 1972-73 à 4,7% (moyenne 1951-73 : 5,4%) (source : 24 ORE, numéro spécial - janvier 1974).

Il faut préciser que le ralentissement du rythme -- toujours d'après les estimations de Ruffolo -- doit être attribué pour moitié au ralentissement de la production industrielle (l'industrie manufacturière a été, dans ce sens, la plus frappée). Les investissements industriels qui, dans les années 50, avaient augmenté selon un taux moyen de 7,3% et qui s'étaient accrus en 1962-63, sont retombés de 37% en 1963-65 pour remonter ensuite à un rythme ralenti, à tel point qu'ils n'atteindront de nouveau leur niveau de 1963 qu'en 1969 (en 1970 on enregistrera une nouvelle relance, mais pas dans des secteurs importants, car la nouvelle dépression commençait).

Il faut également dater de 1963 la chute de l'auto-financement qui fit que l'expansion put continuer -- dans le cadre des limites indiquées -- qu'au prix d'un endettement progressif des entreprises (V. Sylos, in Sindacati, pp. 118/124).

Les profits qui étaient restés à un niveau élevé durant toute la décennie de 1950 à 1960, ont commencé à décliner dès le début des années 60 (si l'on prend l'indice 100 pour 1953, la part des profits dans le produit industriel brut atteignait 114,3 en 1960 pour tomber progressivement à 91,2 en 64, niveau le plus bas atteint avant 1970, année où elle tomba à 82,9).

Mais les tendances dans le domaine de l'emploi sont encore plus significatives à cause de leurs incidences sociales évidentes. En effet, dans ce domaine, le fléchissement a commencé à se dessiner dans la seconde phase (1958-64). En effet, si, dans la première phase on avait enregistré un taux d'augmentation de 0,5% par an, dans la seconde phase onregistra un taux négatif (- 0,5%) tout comme dans la troisième phase (- 0,3%). Il est à peine besoin de rappeler que ceci se produisit malgré le fait qu'une masse importante de travailleurs étaient contraints de trouver une solution dans l'immigration. Un fait mérite d'être souligné : après la chute

de 1964, le niveau de l'emploi dans l'industrie ne fut atteint de nouveau que cinq années plus tard (6.670.000 en 1963 et 6.760.000 en 1969, 6.920.000 en 1970). D'un autre côté la main d'oeuvre à la recherche de travail, après être tombée à 2,3% de la population active en 1963, se stabilise autour de 3,5% même dans les périodes de bonne conjoncture.

Le Projet 80, publié en 1969, c'est-à-dire dans une période où, du point de vue de l'emploi, la situation n'était pas trop négative, présentait des perspectives à long terme bien loin d'être exaltantes. Tout en partant du présupposé relativement optimiste d'une augmentation globale du revenu national de 5% par an, deux hypothèses de développement -- basées sur deux hypothèses différentes de croissance de la productivité --, prévoyaient, pour la période allant jusqu'en 1980, une augmentation des postes de travail respectivement de 100.000 et de 350.000 unités. L'augmentation de l'emploi extra-agricole serait respectivement de 1,1 et 1,4 millions d'unités, c'est-à-dire insuffisante pour compenser l'augmentation de l'offre de main d'oeuvre provenant de nouvelles couches et de la poursuite de l'exode rural (Projet 80, p. 131). En d'autres termes, le Projet 80 prévoit une nouvelle diminution du pourcentage de la population occupée par rapport à la population dans son ensemble. Ce pourcentage a déjà subi une réduction sensible dans les périodes précédentes :

entre 1959 et 1968 il a baissé de 43,8% à 37,4% et en 1972/73 jusqu'à 35,4%(2).

Nous donnerons maintenant quelques indications sur la récession qui a précédé celle qui est actuellement en cours. On peut en dater le commencement à la fin de 1970, même si certains ont même parlé de la fin 69. (24 ORE, janvier 1974). L'année 1970 -- définie à l'époque par la Confindustria (syndicat patronal) comme une année transitoire -- avait été une année de croissance, mais pas de relance, et la croissance avait été due, surtout dans la première moitié de l'année, à la récupération par rapport à 1969, qui fut marquée par les grandes grèves et donc des arrêts de production (3). De toutes façons, il ne fait aucun doute que 1971 a été une année de récession. Le revenu national brut n'a augmenté que de 1,4% (la valeur ajoutée dans l'industrie connaît même une diminution égale à 1,3%, avec - 0,4% pour les industries proprement dites, alors que le secteur primaire est presque stationnaire (+ 0,8%). L'emploi, dans son ensemble, baisse de 63.000 unités dont 47.000 dans l'industrie, et le chômage, selon les données officielles, atteint 3,1% de la population active. Le nombre des travailleurs sous-occupés augmente également (+ 62.000 pour un total de 312.000). Le total des investissements lourds connaît une chute de 10,3%

(les investissements industriels restent stationnaires). En 1972, la situation s'améliore légèrement par rapport à l'année précédente : revenu national brut + 3,2%, investissements + 2%, production industrielle + 4,3%. Il faut, toutefois, rappeler que, en fixant l'indice 100 pour 1970, la production industrielle qui est passée à 95,6 en 1971, ne dépasse pas 99,8 en 1972 (24 ORE, janvier 1974). Quant à l'utilisation des installations, tombée de 82,7% à 78,9%, elle enregistre une nouvelle chute jusqu'à 76%. D'après les données de la CENSIS, dans la première moitié de 1972, l'emploi dans son ensemble a connu une baisse de 500.000 unités (de 18,9 à 18,4 millions). La reprise ne s'est produite que dans la première moitié de 1974. Le revenu national de 1973 enregistra une augmentation de 5,9%, les investissements augmentèrent de 9,9% et l'emploi augmenta de 140.000 unités (l'agriculture continua à fléchir, mais cette baisse était compensée par l'augmentation de l'industrie et du tertiaire; entre juillet 1972 et juillet 1973, les variations pour les trois secteurs furent les suivantes : agriculture - 130.000; industrie + 88.000; tertiaire + 384.000). L'indice industriel atteignit 107 (100 : 1970) tandis que le pourcentage d'utilisation des installations remontait à 79%.

Un dernier élément -- dont la signification, également du point de vue des perspectives, n'échappera à personne : l'année 1973 marquait une nouvelle accentuation du niveau d'intégration de l'économie italienne dans l'économie mondiale : le rapport entre échange et produit national brut qui était déjà de 52% atteignit 54%.

Un noeud de contradictions

Tous les éléments que nous avons synthétiquement rappelés font apparaître toujours plus explicitement et clairement le noeud des contradictions structurelles et conjoncturelles.

En nous limitant, encore une fois, à l'essentiel, nous soulignerons les éléments suivants :

(a) Les potentialités de l'appareil productif en particulier dans les secteurs les plus dynamiques ont augmenté plus rapidement que les possibilités d'élargissement du marché interne. En même temps, la conjoncture économique internationale a rendu la concurrence plus aiguë, réduisant ainsi les possibilités de surmonter les difficultés par une présence accrue sur le marché européen et mondial (soulignons, en passant que parallèlement aux suspensions, aux licenciements, à l'intensification du taux d'exploitation et au blocage de la dynamique des salaires, la

stimulation des exportations avait été un facteur décisif pour surmonter la crise de 1963/64).

(b) Contrairement aux affirmations des théoriciens du néo-capitalisme la présence d'un important secteur sous-développé et parasitaire n'était pas nécessairement en contradiction avec le développement économique de la période du boom. En effet, d'une part, les emplois soi-disant "parasitaires" (dans les institutions "inutiles") emploient des contingents non négligeables de la population active. D'autre part, un certain développement déformé -- par rapport à l'hypothèse d'un développement capitaliste "idéal" -- avait justement favorisé l'extension de certaines couches sociales intermédiaires qui, en même temps, avaient formé un marché pour certains produits (biens de consommation durables, maisons, etc.), et avaient fourni le ciment politique nécessaire à la survie du régime. Cependant, le secteur "parasitaire" ou improductif a fini par provoquer des déséquilibres toujours plus graves, générateurs de tensions dramatiques (il suffit de rappeler le chaos urbain et la situation explosive dans le secteur hospitalier); il a contribué à accroître le dysfonctionnement de l'appareil politique et administratif, mettant en danger le fonctionnement minimum nécessaire à la survie du système; il a commencé à devenir un poids toujours moins supportable au fur et à mesure que les marges de manoeuvre économiques se réduisaient avec l'épuisement du boom.

Aujourd'hui, plus que jamais, le capitalisme italien subit à la fois les contradictions du capitalisme ayant atteint ses niveaux les plus hauts (voir la crise de l'industrie automobile) et les contradictions découlant de son développement spécifique des dernières 20 années (dont les phénomènes d'arriération sont une partie essentielle et non une croissance accessoire, un reste du passé). D'autre part, le poids des contradictions structurelles se faisait sentir toujours plus directement immédiatement, tandis que les contradictions d'origine conjoncturelle s'aggravaient, surtout dans la mesure où les phases de croissance tendent à avoir un dynamisme plus faible et des durées plus limitées et les cycles de récession tendent, de plus, à coïncider dans les différents pays.

Le dépassement de la crise apparaît extrêmement problématique si l'on considère les contradictions existantes sous un autre angle. L'inflation a, sans aucun doute, assuré à la bourgeoisie certaines marges de manoeuvre au cours des dernières années et a constitué le principal instrument de la relance relative des profits (en 1973 et au début de 1974). Mais la conséquence a été que le taux d'inflation a largement dépassé la cote d'alerte, entraînant une grave désorganisa-

tion du système. Il ne faut pas oublier que les avantages offerts par l'inflation pour l'exportation peuvent être largement ou entièrement annulés par le renchérissement des importations sans parler de la restriction du marché interne; rappelons également que l'inflation renforce les tendances spéculatives, la recherche de soi-disant biens-refuges qui représentent des immobilisations de capitaux, etc., que le système du crédit en est profondément secoué et que, enfin, le recours régulier aux prêts de l'étranger devient plus difficile.

En second lieu, le dépassement de la crise exige de vastes opérations de restructuration, pour la grande majorité des cas subordonnées à des investissements massifs. Mais, étant donnée la chute de l'auto-financement, l'obtention de crédit devient plus difficile, provoquant ainsi une concurrence dont toute une série de petites et moyennes entreprises font les frais. La situation économique et politique rend, d'autre part, beaucoup plus ardue la collecte de fonds à travers le marché des actions et, comme on l'a déjà dit, pousse vers des opérations spéculatives ou vers la recherche de biens-refuges. Dans ces conditions ce sont justement les investissements les plus nécessaires, c'est-à-dire ceux à long terme, qui risquent de manquer. Enfin, d'un côté, la bourgeoisie italienne a besoin de trouver de nouveaux espaces sur les marchés étrangers et de recevoir de l'aide sous des formes variées (prêts, etc.); de l'autre, elle est poussée à adopter des mesures de type protectionniste (voir la loi sur les dépôts obligatoires, etc.). Il s'agit là d'une contradiction supplémentaire qui, dans la période actuelle, n'est pas spécifiquement italienne, mais qui touche l'Italie de façon particulièrement aiguë et immédiate.

Deux solutions alternatives

La bourgeoisie italienne peut, abstraitement, se donner deux voies de sortie à moyen terme.

La première serait de choisir une reconversion économique à long terme qui se fonde (a) sur la recherche de nouveaux secteurs profitables (par exemple certains secteurs de la Chimie); (b) sur l'exaltation de la production visant à satisfaire la consommation sociale (logement, transports, hôpitaux, etc.); (c) sur une revalorisation de l'agriculture qui, relançant la production de secteurs déterminants pourrait réduire le poids des importations -- avec, en conséquence un bénéfice pour la balance des paiements -- et bloquer, sinon inverser, un exode rural qui prend des formes toujours plus irrationnelles (également du point de vue strictement économique).

Un tel projet se heurterait, sans aucun doute,

à de graves difficultés. La recherche de nouveaux secteurs-remorques reste un problème ouvert, surtout du point de vue des effets multiplicateurs et de l'incidence sur l'emploi (par exemple, un développement, même impétueux, de certaines branches de la Chimie pourrait difficilement remplir la fonction qui fut remplie dans les années 50 et 60 par le développement de l'industrie automobile). Les reconversions -- dans l'industrie comme dans l'agriculture -- demanderaient, de toutes façons, du temps, en plus de ressources pas toujours faciles à trouver, et, pendant toute une période de transition, les tensions, loin de diminuer, risqueraient de s'accroître encore plus. Mais la principale difficulté résiderait dans le fait qu'une reconversion de ce type exigerait une planification à long terme et donc l'existence d'instruments capables de la traduire en pratique. Comment croire que cette condition puisse être satisfaite quand tout le monde est désormais d'accord sur la faillite totale des projets de planification les plus modestes élaborés il y a dix ans et quand la démission de Ruffolo, responsable de la programmation, en plein milieu de la crise économique et politique de l'automne, a presque pris un caractère symbolique (4) ?

Toutefois, au cas où il réussirait à réaliser une série de conditions sociales et politiques, un tel projet pourrait, en dernière analyse, redonner un souffle à l'économie italienne, atténuant la portée de certaines contradictions structurelles et retardant l'échéance des nouvelles explosions de ces contradictions.

La deuxième voie à suivre serait celle d'une reconversion dans un sens pour ainsi dire diamétralement opposé dont la logique est, dans un certain sens, anticipée de façon embryonnaire par les tendances que nous avons signalées de déclin du développement et de contraction du niveau de l'emploi. Il s'agirait d'opérer une relance sur une base plus restreinte, en privilégiant certains types de production, en misant sur des produits accessibles seulement par des couches déterminées de la population (par exemple, l'industrie automobile pourrait rechercher un nouvel équilibre par une production basée sur des voitures destinées à des couches capables d'assurer une demande plus stable). Une telle hypothèse impliquerait d'une part une nouvelle diminution de la population occupée (avec une nouvelle chute des taux d'activité) et, de l'autre, certaines tendances de type autarciques. Les difficultés et les risques, également du point de vue strictement économique, n'ont pas besoin d'être soulignés tant ils sont évidents. Toutefois, au moins pendant une certaine période, une solution de ce type ne serait pas impossible.

Mais, dans les deux cas, les principaux obstacles apparaissent de nature politique. Dans

le premier cas, il serait nécessaire de briser une vaste et solide constellation d'intérêts -- dont la force a déjà été mesurée plus d'une fois depuis le début du gouvernement de centre-gauche. Dans le second cas, la classe dominante devrait être en mesure d'écraser préablement la résistance de la classe ouvrière. C'est justement pour cela que les deux solutions restent largement abstraites -- au-delà des contradictions qu'elles contiennent. Et les deux formules politiques qui devraient les rendre possible apparaissent difficilement réalisables, dans le contexte donné : un compromis historique (ou une formule équivalente) ou un régime conservateur autoritaire, sinon carrément une dictature fasciste ou militaire (5).

Les perspectives à court terme

Mais quelles sont les perspectives à court terme ? Certains ont voulu rappeler le fait, incontestable en soi, que la récession n'a pas encore touché tous les secteurs, et que quelques secteurs continuent à connaître une dynamique de croissance. D'autres ont exprimé l'opinion que la nouvelle récession pourrait ne pas prendre des dimensions plus graves que celle de 1964 ou celle de 1971, la condition pour cela étant que l'on pratique une politique des revenus substantielle et que l'on concentre un effort de relance dans l'agriculture et encore plus dans la construction (voir Andreatta, *Corriere della Sera*, 26 septembre et 18 octobre) ou des mesures d'urgence du type de celles proposées par Giolitti et Sylos Labini (*Corriere della Sera*, 22 octobre). On pourrait enfin, mettre en relief le fait que, malgré la crise chronique de direction politique, la classe dominante a réussi tout d'abord à reconstituer ses profits grâce à l'inflation, à imposer il y a quelques mois une importante redistribution des revenus par le biais des décrets fiscaux et, au cours des dernières semaines à faire passer la réduction de l'horaire de travail dans de nombreuses usines importantes et, en premier lieu, dans le bastion ouvrier de la FIAT (6).

Nous n'allons pas aborder dans cet article le problème capital qui se pose à toute l'économie mondiale : la récession en cours pourra-t-elle avoir la portée dévastatrice de la récession des années 30 ? En principe, au moins pour le moment, la réponse devrait être négative. D'autant plus que la classe dominante continue à disposer d'instruments d'intervention qu'elle n'avait pas encore mis au point dans les années 20 et se repliera plus difficilement sur des solutions exclusivement nationales (la tentative de la part de chaque économie capitaliste

de se sauver en pensant à soi et l'incapacité de concevoir une réponse internationale ont été des facteurs qui ont lourdement pesé sur la portée de la grande dépression). De l'autre côté la classe ouvrière dispose déjà de garanties qui, tout en étant relatives ne sont pas insignifiantes, ni du point de vue de la défense de ses intérêts immédiats, ni du point de vue des effets de la crise économique (caisse de compensation, salaire garanti, etc.). Ce qui est certain et que nous voulons rappeler ici c'est que, jusqu'à la fin de l'année et, probablement durant toute la première moitié de 1975, il n'y aura pas de renversement de tendance au niveau mondial et, donc, la situation deviendra encore plus grave dans les 8 à 12 mois à venir.

Pour revenir aux arguments qui sont avancés pour limiter la portée de la récession en Italie, il ne faut pas oublier, en premier lieu, que la crise de l'automobile est certainement sectorielle, mais qu'elle touche un secteur qui, en Italie, a un poids spécifique plus grand que dans tout autre pays capitaliste (il touche, si l'on compte les branches qui lui sont liées, entre 800.000 et 1 million de personnes); que les difficultés sont aggravées par la profondeur de la crise du secteur au niveau mondial et son caractère en grande partie structurel (7); que les solutions aux problèmes de reconversion et de diversification ne sont pas faciles et, de toutes façons, ne sont pas réalisables à court terme (ce n'est pas un jeu facile, par exemple, que de réaliser le projet annoncé par Umberto Agnelli de réduire la part de l'automobile dans la production globale de FIAT de 90% à 50% -- voir *Rinascita* N° 41, 1974).

Il est certain, en deuxième lieu, que la production sidérurgique a connu une nouvelle hausse et que l'Italsider de Taranto a reçu d'importantes commandes. Cependant, certains secteurs de la sidérurgie se ressentiront de la crise de l'automobile et, dans une ville comme Taranto, la situation positive de l'Italsider ne suffit pas, en soi, à éviter 15.000 licenciements d'ici à 1975 dans des usines qui y sont liées (déjà 1.500 ouvriers touchent la caisse de compensation). Et, quant à la relance massive de la construction, il ne sera pas facile de surmonter les difficultés en ce qui concerne les investissements (hausse des taux d'intérêts, effondrement des fonds de placement immobiliers) et on ne voit pas en vertu de quel miracle les étranglements qui ont bloqué l'initiative du secteur public pourraient être éliminés (pour ne pas parler de la question des terrains à bâtir !). La conclusion que l'on peut tirer est que la classe dominante dispose de marges de manoeuvres extrêmement réduites et que,

à long comme à moyen et court terme, le problème se pose en termes politiques. Sera-t-elle capable d'imposer à la classe ouvrière une réduction drastique de son niveau de vie et une contraction des niveaux de l'emploi ? D'imposer de lourds sacrifices à de larges secteurs de la petite bourgeoisie ? De mener à terme l'opération de coupe des "branches mortes" de la petite et moyenne industrie ?

Le moins que l'on puisse dire c'est que dans un pays connaissant les conditions sociales et politiques de l'Italie de ces dernières années, il est fort peu probable que de telles opérations puissent être conduites sans souffrance et sans réaction de la part des patients.

Livio MAITAN

(1) Il faut noter, pour donner une idée de la profondeur de la crise que, en 1970, dans une étude de perspective, les principaux économistes considéraient comme nécessaire au bon fonctionnement de l'économie de ne pas dépasser la barrière des 6% de hausse des prix et des 300 à 400 milliards pour le déficit de la balance des paiements.

(2) Certains apologistes ont voulu voir dans cette chute -- tout comme, d'ailleurs, dans l'augmentation du secteur tertiaire -- un indice de la modernisation du pays. En effet, pour eux, la réduction même serait due à la scolarisation plus importante, à l'anticipation de l'âge de la retraite, au prolongement de la durée moyenne de la vie, au fait que les familles qui se transfèrent de la campagne à la ville font moins appel au travail des femmes, etc. Mais, en réalité, cette thèse ne donne qu'une demi-réponse. Il suffirait pour le démontrer de voir que le taux d'activité est sensiblement plus haut dans le Nord (38%) que dans le Sud (31%), et personne ne peut sérieusement prétendre que le Sud est la partie la plus "moderne" du pays (des données régionales seraient encore plus significatives : par exemple, en 1968, le taux était de 42,7% dans le Piémont et 41% en Lombardie contre 33,7% en Campanie et 31% en Sicile). La situation de la Campanie, région méridionale qui comprend toute-fois des zones connaissant un certain développement industriel et des zones d'agriculture intensive, mérite une attention particulière. Entre 1961 et 1971 le total du nombre des travailleurs occupés a diminué, dans cette région, de 1.698.000 à 1.552.000. Les employés dans l'industrie sont passés dans cette même période de 565.000 à 538.000, ceux de l'agriculture de 581.000 à 419.000, tandis que le tertiaire enregistrait une augmentation de 552.000 à 595.000. Il faut signaler d'ailleurs, que l'accroissement du tertiaire, spécialement dans les régions méridionales, dans de nombreux cas masque une extension des formes de sous-emploi plutôt qu'il n'indique un déplacement effectif vers

d'autres secteurs d'activité (voir *Rinascita*, N° 42, 1974).

(3) On a observé, avec raison, que sans les événements de 1969 la récession aurait été anticipée. Une preuve de plus de la futilité de la thèse selon laquelle les difficultés économiques seraient dues à l'instabilité sociale excessive !

(4) La faillite de la planification a désormais été admise en particulier par les économistes -- de Ruffolo à Sylos Labini -- qui avaient tout mis en oeuvre pour réaliser cette programmation. Il faut noter que les économistes ont essayé de rechercher la cause de cette faillite dans l'"arriération" économique, politique et culturelle de l'Italie, considérée fondamentalement atypique par rapport au reste de l'Europe capitaliste, et plus particulièrement dans les faiblesses subjectives

des groupes d'entrepreneurs les plus modernes, ainsi que dans le dysfonctionnement macroscopique de l'appareil d'Etat. Dans son Rapport Sur La Planification, Ruffolo indique que les "conditions nécessaires au succès de la programmation sont essentiellement de nature sociale et politique." (p. 92) Mais, en premier lieu, il ne tire pas la conclusion qui est pourtant en partie implicite dans sa dénonciation (c'est-à-dire que la condition sociale et politique est la rupture du système lui-même), en deuxième lieu, les propositions qu'il avance ne vont pas au-delà de limites technico-institutionnelles. Il semble donc étrange, soit dit en passant, que Ruffolo considère "non prévisibles" en 1965/66 des changements de fond (comme ceux intervenus dans l'intégration internationale, dans le marché du travail et dans la structure du système industriel) qui étaient, au contraire, assez facilement prévisibles et de fait avaient été prévus par les marxistes (voir page 5 de son rapport).

(5) Il est clair pour tout le monde que ce sont les économistes du PCI qui proposent la première solution de la façon la plus conséquente et avec le plus d'insistance; ce fait est également reconnu par différents économistes engagés, à l'époque, dans le projet économique du centre gauche et dans la programmation.

(6) Il ne faut pas sous-évaluer la portée de la réduction de l'emploi obtenue par le blocage de l'embauche (voir par exemple ce qui est arrivé dans la dernière période à la FIAT et, sur une période plus longue à la Pirelli-Bicocca de Milan).

(7) Dans les premiers 9 mois de 1974, les immatriculations en Europe occidentale ont diminué de 16% avec des pointes de 20% en Allemagne et de 25% en Grande Bretagne. Aux Etats-Unis la production du mois d'octobre -- par rapport à celle déjà défavorable du mois d'octobre 1973 -- a connu une baisse de 21,8%.

la bureaucratie donne un tour de vis

En une semaine, la police hongroise a arrêté les sociologues Gyorgy Konrad et Ivan Szelenyi ainsi que le poète Tamas Szentjoby. Depuis un an la répression ne cesse de s'intensifier en Hongrie : interdiction de colloques de sociologie, condamnation de Miklos Haraszty à 8 mois de prison avec sursis, menaces sur son entourage, perquisitions et filatures se multiplient. Haraszty est le symbole de la radicalisation intellectuelle croissante en Hongrie : il fut l'organisateur de Comités Vietnam dont les mots d'ordre radicaux ont amené la bureaucratie à imposer leur dissolution; exclu de la Jeunesse Communiste et de l'Université, il organise un groupe d'étude sur Lénine et le socialisme. La police tente à plusieurs reprises d'en saisir les manuscrits. Haraszty s'embauche alors dans une usine de construction; il en tirera un livre : *Le Salaire Aux Pièces*, recueil de témoignages sur la condition ouvrière, accablant pour le régime. Le livre fut interdit, l'auteur arrêté, la mobilisation des intellectuels put empêcher la prison ferme.

Pourtant, la Hongrie, au cours de ces dernières années était apparue comme un pays "libéral", où, notamment, les intellectuels pouvaient d'exprimer librement. Les réformes de 1968 semblaient augurer d'une ère nouvelle. Alors ?

Le rôle de la réforme économique de 1968

La réforme correspondait à la nécessité de rompre avec 20 ans de développement économique basé sur le "modèle" stalinien "classique" : la priorité à l'industrie lourde. Pour un petit pays à majorité agricole, sans ressources naturelles, avec une industrie à l'origine très spécialisée implantée par le capitalisme allemand pendant l'entre-deux guerres, ce "modèle" fut une catastrophe : crises agricoles répétées et rupture entre la paysannerie et le régime après la collectivisation forcée de 1948, crise de produc-

tivité dans l'industrie lourde, anarchie des investissements et absence de biens de consommation, dépendance écrasante vis à vis de l'URSS. L'insurrection de 1956, les conseils ouvriers, étaient la réponse des travailleurs. L'écrasement sanglant allait offrir une stabilisation relative au régime qui devait s'achever vers des réformes pour que ce type de situation ne se reproduise plus.

La réforme répondait à plusieurs objectifs :

- rupture de l'autarcie avec intégration croissante tant dans le marché socialiste que dans le marché capitaliste en développant le secteur des industries de pointe (chimie, électronique, pharmacie).
- réforme du système des prix qui avait provoqué l'anarchie des investissements : de nombreuses entreprises pourraient désormais fixer librement leurs prix en fonction du "marché". Les industries d'exportation étaient le fer de lance de cette initiative.
- course à la productivité avec l'établissement d'un système de primes substantielles... surtout pour les technocrates !
- développement des biens de consommation, notamment par une réimpulsion de l'agriculture.

La bureaucratie pouvait ainsi rétablir son assise, la classe ouvrière était défaits, la paysannerie voyait les salaires dans les coopératives croître plus vite que dans l'industrie, elle pouvait disposer librement d'une partie du surplus agricole et le vendre à sa guise (et aux prix fixés par elle !). Quant aux couches technocratiques, les primes étaient là pour doubler ou tripler les salaires, leur consommation "s'occidentalisait" avec le développement des biens de consommation durables (télévisions, voitures, frigos, etc., destinés presque exclusivement à ces couches ou à l'exportation).

Pourtant l'ensemble des contradictions n'était pas résolu !

Une situation explosive!

C'est d'abord la crise économique que connaît le capitalisme qui se répercute sur l'économie hongroise fortement intégrée désormais au marché mondial. La crise sur le marché capitaliste des matières premières cause des difficultés à la Hongrie. De plus, l'URSS a priorisé ses exportations à l'Ouest, désorganisant ainsi les plans de production en Tchécoslovaquie et en Hongrie; les restrictions pétrolières sont aussi à l'ordre du jour dans les pays de l'Est, contrairement à ce qu'affirme l'Humanité (journal du Parti communiste français).

Mais, plus fondamentalement, la réforme économique a créé de nouvelles contradictions qui vont en s'accroissant : il y a une inégalité croissante de revenu produite par le système des primes (l'ouvrier hongrois est peu motivé par les primes, d'autant plus qu'elles lui rapportent peu, au maximum un mois de salaire). Au sein de la technocratie, maîtresse du développement économique, il existe des tendances aujourd'hui ouvertement restaurationnistes du capitalisme, qui comprennent mal qu'on essaie de "libéraliser" les prix tout en conservant un système bancaire centralisé et sous la coupe directe du pouvoir central; des tendances qui envisagent froidement de sous-développer certaines régions de la Hongrie pour rationaliser la production et créer une armée de réserve à l'échelle du COMECON (Marché Commun des pays de l'Est). Quand on sait que les pontifes de l'économie font désormais des stages de un an à la Business School de Harvard aux USA, on comprend les tentations. Mais actuellement ces tendances ne sont pas encore formalisées politiquement. Parallèlement, passer de l'ère de l'industrie lourde à l'ère des "biens de consommation" pose le problème que soulignait déjà Trotsky dans La Révolution Trahie, de la nécessité de faire appel à un minimum d'initiative, de prise de décision de la part des masses, ce qui, à terme, peut être un facteur de remise en cause du caractère bureaucratique du Plan. C'est à travers cette nécessité qu'il faut comprendre la "libéralisation" après la réforme, la relative liberté laissée aux intellectuels jusqu'à l'année dernière (à tel point que Marchais proposait même un débat contradictoire entre Peyrefitte et Aczel, ministre de la culture !).

Mais l'équilibrisme est toujours difficile pour la bureaucratie qui ne peut tolérer la velléité d'autonomisation de certaines couches sociales. Kadar, l'ancien bonaparte d'après 1956 a du mal à conserver ce rôle. La tendance pro-URSS s'inquiète; elle a obtenu gain de cause il y a quelques mois en écartant Nyers ("père" de la réforme économique) et Aczel de la direction et en plaçant son leader Komocsin (... qui devait

mourir un mois plus tard). Sur la lancée, il était alors possible de porter des coups très durs aux intellectuels.

Dans ce cadre la radicalisation des intellectuels est déterminante dans la mesure où la classe ouvrière est encore apathique, traumatisée par l'écrasement de 1956, repliée sur elle-même (la recrudescence de l'alcoolisme en est une des expressions les plus tragiques). Les manifestations l'année dernière à Budapest ont mobilisé jusqu'à 2000 personnes, lycéens, étudiants et une partie non négligeable de jeunes travailleurs radicalisés par les Maisons de la Culture. Les mots d'ordre venaient directement de Mai 68 à Paris ("Ce n'est qu'un début...").

Les premiers pas de cette opposition sont décisifs, la crise allant en s'accroissant, il est vital que notre soutien aille dans le sens d'une popularisation des dernières luttes : mobilisation pour Haraszty, mobilisation contre la mise en place d'une législation anti-avortement.

Z. Richter
E. Campaes

QUATRIÈME
INTERNATIONALE

*thèses
et résolutions*

le 10^e congrès de la



Pour se procurer la revue
IV^eme Internationale, s'adresser à
la Librairie ROUGE
10, Impasse Guéméné
75004 PARIS

la lcr-eta(vi) dément les rapports policiers

Récemment, certains journaux européens, reprenant des informations de la presse espagnole directement obtenus de la BPS (Brigade Politique Sociale), ont publié des informations qui se réfèrent à l'arrestation présumée de membres de notre direction d'une part, à la saisie de matériel d'impression de Combate (notre organe central) d'autre part.

Ces deux informations sont totalement fausses : elles n'ont rien à voir avec la réalité. La meilleure preuve de ceci est que notre organisation continue à réaliser normalement son activité politique et à publier régulièrement ses publications (au moment même où ces informations sont parues dans les journaux, nous publions une feuille sur la lutte des prisonniers politiques, publiée simultanément en France par les camarades du FCR (Front Communiste Révolutionnaire).

Cette déformation des informations s'inscrit dans une campagne de persécution et de discrédit lancée contre notre organisation et intensifiée à partir du moment de la fusion entre la Liga Comunista Revolucionaria (LCR) et l'ETA (VI).

Cette campagne contre la LCR-ETA(VI) est passée par la tentative de nous attribuer des actions avec lesquelles nous n'avons absolument rien à voir et de nous lier à d'autres organisations dont nous sommes séparés par de profondes divergences de tous ordres, bien que nous les défendions inconditionnellement face à la répression franquiste, comme l'ETA (V), le MIL, le FRAP, etc.

Le plus scandaleux est l'essai de la police politique, elle-même de nous attribuer la préparation d'un plan de fuite de 10 prisonniers politiques de la prison de Ségovie. Nous saluons, approuvons et appuyons toute initiative pour sauver des militants des geôles franquistes. S'il est certain que c'est là notre position politique, il est néanmoins certain qu'il n'y avait aucun plan concret en rapport avec la prison de Ségovie.

Mais cette campagne n'est pas gratuite. Elle prépare, sans aucun doute, une intensification de la répression, contre notre organisation et aussi contre d'autres groupes politiques. Pour cela il nous faut redoubler nos efforts pour nous opposer -- dans l'Etat espagnol et internationalement -- à la dictature franquiste.

Tous unis contre la répression !

BOLIVIE

vers une renaissance des luttes

Le 3 octobre dernier, la dictature militaire de Banzer décréta la clôture de l'année scolaire en réponse à une grève des professeurs de La Paz qui durait depuis 20 jours et menaçait de s'étendre à l'ensemble du pays.

Cette mesure gouvernementale fut immédiatement rejetée par des secteurs majoritaires du peuple. Ce sont les protagonistes de la lutte, les professeurs, appuyés par les étudiants universitaires, qui organisèrent la première riposte. Le 4 octobre, après une assemblée de professeurs, de lycéens et d'étudiants de San Andrés et de l'Université Catholique, de pères de famille et de quelques travailleurs, au cours

de laquelle le gouvernement fut censuré et le Ministre de l'éducation, le Général Waldo Bernal, déclaré "ennemi de la culture", une grande manifestation fut organisée dans les principales artères centrales de la ville. Voyant que les rangs des manifestants s'enflaient au fur et à mesure qu'ils avançaient, le gouvernement lança contre eux des centaines de carabinieri, et de policiers en civil qui attaquèrent avec des bombes lacrimogènes et des chiens policiers. Au cours de ces affrontements, il y eut des blessés des deux côtés. Par la suite la police se plaignit d'avoir eut des blessés par balle. De nombreux professeurs et étudiants furent arrêtés.

L'extension du mouvement

Dans les autres villes, Oruro, Sucre, Cochabamba, des manifestations semblables se développèrent, mais la combativité et la mobilisation y furent moins importantes. Les universités se transformèrent en centre de regroupement populaire.

Dans toutes les assemblées et dans toutes les réunions on donna lecture de communiqués de soutien des organisations ouvrières et des Comités d'Alliance Intersectoriels furent organisés.

Parallèlement à ces manifestations explosa une vague de grèves qui secoua tout le pays. Le samedi 5 octobre, la Fédération Minière paralysa toutes les mines nationalisées et privées pendant 24 heures. Les universités se mirent également en grève. La Confédération Nationale des Manufactures, jugée comme une organisation "jaune", décréta un arrêt de travail de deux heures en solidarité avec les professeurs et contre la clôture de l'année scolaire. Ses sections de La Paz et Cochabamba, critiquant cette mesure et la jugeant ridicule décrétèrent un arrêt de travail de 24 heures le lundi 7 octobre.

Les syndicats des arts graphiques, des chauffeurs, des employés de banque, des travailleurs du bâtiment, des professions libérales (médecins, avocats, ingénieurs, etc.) condamnèrent également le gouvernement, se solidarisèrent avec les professeurs et exigèrent l'abrogation du décret de clôture de l'année scolaire, la liberté de toutes les personnes arrêtées au cours de cette lutte et le retour d'exil du président de la Confédération des Professions Libérales, le Dr. Morales Avila, qui avait servi de médiateur dans le conflit, raison pour laquelle il fut expulsé du pays sous l'accusation d'avoir conspiré contre la dictature.

La lutte pour l'autonomie syndicale

Il faut rechercher les antécédents de ce conflit dans le contrôle des organisations syndicales des professeurs décrété par la dictature dès sa venue au pouvoir en 1971. La F.S.B. (Falange Socialista Boliviana -- Phalange Socialiste Bolivienne) et le MNR (Movimiento Nacionalista Revolucionario -- Mouvement Nationaliste Révolutionnaire) s'emparèrent des biens du syndicat du corps enseignant et, à partir du Ministère de l'éducation, mirent en place de nouvelles "directions syndicales", enlevant aux professeurs le droit d'élire leurs dirigeants et d'organiser démocratiquement leurs directions représentatives.

La dictature prétendit prendre le contrôle de

toutes les organisations syndicales et de masse et sa politique répressive fut dirigée vers cet objectif. Dans les secteurs ouvriers son échec apparut très rapidement. Les mineurs prirent la tête de la défense de leurs organisations syndicales et imposèrent le respect et le fonctionnement de la Fédération Minière, suivis ensuite par les manufactures, les arts graphiques et les travailleurs du bâtiment, et les autres. Très peu de syndicats ouvriers restèrent sous le contrôle politique de la dictature.

Après des affrontements sanglants, la dictature occupa les universités, les "nettoya" de tout élément de gauche, qu'il soit étudiant, professeur ou employé de l'administration. Les universités furent réorganisées à l'image de la dictature. Les membres de la Phalange et du MNR, avec la carte de leurs partis comme seul mérite, s'emparèrent des chaires universitaires et des postes administratifs. Ils nommèrent également des directions étudiantes. L'Université se convertit en un nid d'agents de la police et de "commandos fascistes".

La lutte victorieuse pour la récupération des organisations syndicales ouvrières, particulièrement de celles des mineurs, s'étendit aux universités. La lutte s'engagea contre les recteurs de la Phalange et du MNR élus par la dictature. L'Université de La Paz fut le centre le plus combatif de cette lutte et c'est là que les premiers succès furent obtenus. Au cours de cette lutte, des directions étudiantes apparurent, issues de la base, parallèles à celles nommées par le gouvernement. Dans toutes les facultés fut créé un Comité de Base et ensuite un Comité inter-faculté regroupant l'ensemble de l'université. La direction officielle fut renversée et l'organisme de base devint le représentant universitaire et c'est lui qui, actuellement, mène en avant la lutte pour la récupération des conquêtes d'avant 1971 : co-gestion, chaire libre, élection aux chaires par un examen de compétence avec des jurys à participation étudiante, etc. La lutte des étudiants dans tout le pays n'a pas encore atteint le même niveau. Elle progresse partout, mais il y a des secteurs dans lesquels la dictature et les partis qui la soutiennent sont forts et gardent l'initiative.

Parallèlement à la mobilisation universitaire, les lycéens cessèrent de reconnaître les dirigeants nommés par la dictature et créèrent également leurs directions de base, s'alliant dans l'action aux étudiants.

Cette lutte des ouvriers, des étudiants et des lycéens stimula la lutte des professeurs. Dans les principales villes les professeurs se regroupèrent également et organisèrent des comités de base qui, dès le début, furent majoritaires à La Paz, Cochabamba, Sucre, Tupiza.

Une nouvelle vague de répression

Ces comités exigèrent que le gouvernement lève le contrôle sur leurs organisations syndicales, la Fédération Nationale et les Fédérations Départementales du corps enseignant. Ils exigèrent la restitution de leurs locaux et affirmèrent leurs droits à former leurs directions par des élections libres et démocratiques. Face à la réponse négative de la dictature les luttes explosèrent à La Paz et Cochabamba. Dans ce secteur, contrairement au mouvement ouvrier, la dictature peut compter sur quelques minorités actives anti-gauchistes qui ont servi les gouvernements par leur conduite policière.

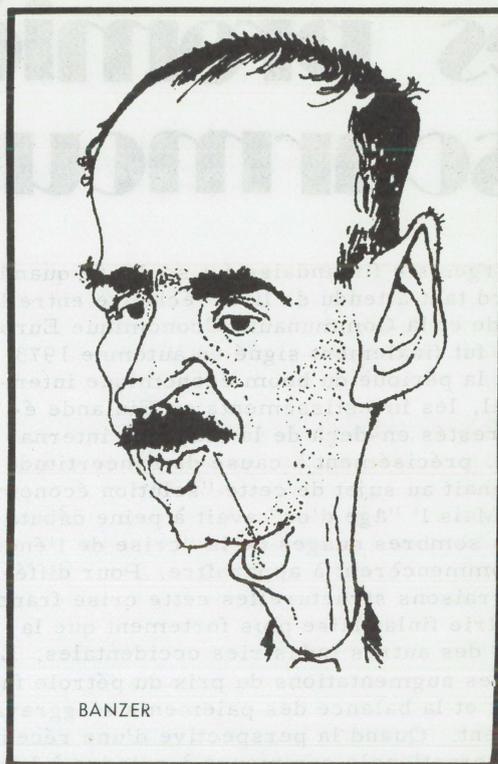
Les Comités de Base de Cochabamba obtinrent l'autorisation de convoquer des élections, mais, au moment des élections, alors que l'échec des candidats de la dictature apparaissait évident, les petites minorités réactionnaires, appuyées par des policiers, prirent d'assaut les locaux électoraux. Le corps enseignant de Cochabamba fut effrayé.

A La Paz également les élections convoquées par le Comité de Base, sans l'autorisation gouvernementale, furent attaquées et quelques professeurs furent arrêtés. En riposte à cette attaque le corps enseignant de La Paz se mit en grève démontrant ainsi que les partisans de la dictature dans ce secteur étaient tout à fait insignifiants. La grève paralysa les écoles et les collèges. Toutes les manœuvres de la dictature et ses menaces contre les grévistes échouèrent et la grève s'affirma toujours plus fortement, s'étendant à d'autres villes et recevant l'appui des employés, des ouvriers et des étudiants.

La grève des professeurs de La Paz était l'expression de la lutte des masses pour récupérer leur syndicat et pour leurs droits d'élire démocratiquement leur direction, sans intervention ni contrôle gouvernementaux. La grève fut, de même, une épreuve de force entre les masses et la dictature, épreuve de laquelle le gouvernement est sorti en très mauvaise posture.

La décision de déclarer la clôture de l'année scolaire ne met pas un terme à cette confrontation en faveur du gouvernement, mais ne fait que la reporter pour les premiers mois de l'an prochain.

La conflit des professeurs avec le gouvernement a pris des aspects intéressants. Après le décret de clôture, le Comité de Base organisa une Assemblée universitaire et donna rendez-vous aux professeurs et aux élèves en déclarant explicitement que la lutte pour leurs revendications serait reprise au début de l'année 1975. Cette résolution fut accueillie avec beaucoup de sym-



pathie dans de nombreux secteurs de la population. Le gouvernement intervint pour empêcher la reprise des cours et arrêta des professeurs et des élèves, provoquant un malaise y compris dans les rangs de ses propres partisans.

La lutte des professeurs a stimulé le développement de contradictions au sein du régime, l'a affaibli et a permis de faire progresser l'unité des masses, leur combativité, leur politisation. Dans les prochaines luttes, la direction révolutionnaire devra faire attention à faire avancer les secteurs les plus mous, les plus conservateurs du corps enseignant et du mouvement ouvrier. Elle devra porter plus d'attention au travail dans la campagne afin que les changements qui se sont produits dans la paysannerie puissent s'exprimer organisationnellement. La réapparition de la COB est indispensable pour qu'un tel progrès d'ensemble puisse se développer.

10 octobre 1974
La Paz

les premières escarmouches

La bourgeoisie finlandaise fut soulagée quand l'accord tant attendu de libre-échange entre la Finlande et la Communauté Economique Européenne fut finalement signé en automne 1973. Durant la période du boom économique international, les investissements en Finlande étaient restés en-deçà de la moyenne internationale, précisément à cause de l'incertitude qui régnait au sujet de cette "solution économique". Mais l'"âge d'or" avait à peine débuté que les sombres nuages de la "crise de l'énergie" commencèrent à apparaître. Pour différentes raisons structurelles cette crise frappa l'industrie finlandaise plus fortement que la plupart des autres industries occidentales. Le poids des augmentations du prix du pétrole fut énorme et la balance des paiements s'aggrava fortement. Quand la perspective d'une récession internationale commença à poindre à l'horizon, l'atmosphère du boom d'après l'accord disparut sans laisser de trace. La perspective pour 1974 n'était plus "progrès et prospérité" mais le double spectre d'une inflation illimitée et de la stagnation économique, c'est-à-dire la stagflation.

Tous dans le même bateau

Alors que la crise en tant que telle fut très réelle en Finlande et rendit, pour la bourgeoisie, une stricte politique des revenus plus nécessaire que jamais, l'aspect spécifique "énergétique" (c'est-à-dire l'absence de réserves de pétrole) fut plus ou moins inventé. Mais ce fut justement cet aspect "énergétique" qui offrit à la bourgeoisie les armes nécessaires pour faire supporter les coûts de la crise par les travailleurs. Une énorme campagne fut lancée visant à créer une atmosphère de "responsabilité" et de "solidarité nationale" parmi la classe ouvrière. Le cri de bataille du gouvernement centre-gauche et des capitalistes était : "Plus de printemps déchaînés, plus de revendications salariales excessives, nous sommes tous dans le même bateau que la moindre secousse peut faire sombrer."

Cette campagne continua avec encore plus d'intensité au cours de l'hiver 1973/74, et en mars, la majorité social-démocrate du SAK (Confédération Syndicale Centrale) se déclara prête à jouer son rôle dans la solidarité nationale : signer le cinquième accord de politique des revenus.

On peut affirmer sans se tromper que les em-

ployeurs eux-mêmes furent très surpris par les résultats vu la facilité avec laquelle leurs principaux objectifs furent atteints. Tout d'abord, l'accord couvrait une période de deux ans (les patrons avaient essayé en vain de faire passer cela pendant des années).

Ensuite, les augmentations de salaire étaient si "responsables" -- un total de 1.30 couronne finlandaise (environ 13 FB, 1.50 FF et 1 FS) durant deux ans, sans clause de réajustement -- que les employeurs ne prirent même pas la peine de se plaindre de leur "effet inflationniste" comme ils le font d'habitude. Quelques promesses d'"augmentation salariale indirecte" furent ajoutées à l'accord afin de faire avaler plus facilement la pilule aux travailleurs. Celles-ci comprenaient une réforme de la retraite (qui devrait être totalement appliquée en 2002 !), des réductions d'impôts (plus ou moins fictives) et une augmentation de l'assistance sociale. Avant la signature de l'accord, le gouvernement parla très fort d'un "contrôle étroit des prix et des salaires", mais aussitôt après les vannes des augmentations s'ouvrirent.

Bien sûr le processus ne se limita pas à la signature de l'accord. De nombreux événements se déroulèrent avant cette signature. Au cours des négociations de nombreuses grèves d'avertissement furent lancées par les travailleurs des principales industries, et, quand de nombreux syndicats furent obligés de faire voter leurs membres sur l'accord, les résultats furent assez clairs : les travailleurs du bâtiment votèrent à 81% contre, les travailleurs de l'industrie chimique à 67% contre, les travailleurs de la métallurgie à 63% contre. De nombreux syndicats d'employés n'appartenant pas à la SAK dirent tout d'abord non à l'accord. Mais les principaux organisateurs de la politique des revenus avaient décidé que la digue ne serait pas brisée. Et elle ne fut pas brisée -- tout du moins pas maintenant. Les syndicats contrôlés par les sociaux-démocrates ont suivi leur politique habituelle en signant l'accord malgré la grande majorité de "non". Les syndicats contrôlés par le Parti Communiste ont suivi une double tactique : ils ont tout d'abord condamné l'accord et ensuite ils l'ont signé. Cette politique fut appliquée également par le seul syndicat contrôlé par la minorité du PC. Les syndicats "rebelles" d'employés suivirent également la même voie, à la fin. La principale grève du printemps -- la grève des techniciens de la télévision -- se trouva confrontée à une campagne massive de "front natio-

nal" menée par le président Kekkonen en direction des dirigeants de la centrale syndicale SAK. Une véritable atmosphère de lynchage fut créée autour des grévistes en utilisant la date de la grève (durant les championnats mondiaux de hockey sur glace à Helsinki) pour accuser les techniciens de "ruiner le prestige national".

Une fois la loi et l'ordre rétablis sur le marché du travail, les vannes des augmentations des prix s'ouvrirent. Les plus importantes de ces augmentations avaient été programmées pour l'été. Quand les travailleurs rentrèrent de vacance ils constatèrent que les prix de la plupart des produits de base avaient augmentés de 15 à 30%. Le taux moyen de l'inflation en Finlande en 1974 était au même niveau que les maillons les plus faibles du capitalisme européen, à savoir presque 18%. Avec l'aide de la prétendue "crise de l'énergie" on arriva à en faire supporter le coût par les travailleurs. Mais la véritable crise -- la stagflation -- a continué à se développer et, à l'approche de l'automne, le gouvernement commença à s'inquiéter de savoir si les travailleurs allaient continuer à en supporter le coût. De même, les profits des entreprises au cours de l'été avaient été si provocateurs qu'ils commencèrent à menacer la poursuite harmonieuse de la politique des revenus. Ainsi, le problème du gouvernement au début de l'automne n'était pas simplement de lutter contre la stagflation, mais de le faire de façon à ne pas apparaître comme faisant des concessions aux travailleurs.

La crise gouvernementale

En même temps, l'unité du gouvernement commença à battre de l'aile. Fondamentalement il y avait autant de choix alternatifs au sein du gouvernement qu'il y avait de partenaires dans la coalition. La principale opposition était entre les sociaux-démocrates -- qui défendaient un capitalisme plus "planifié", des investissements de capitaux d'Etat et certaines compensations pour les consommateurs -- et les partenaires bourgeois de la coalition qui insistaient sur l'"auto-régulation" traditionnelle de l'économie et prônaient des mesures strictes pour limiter la consommation.

Après de nombreuses disputes, un compromis fut atteint au sein du gouvernement et des mesures prises pour instaurer un impôt nominal (remboursable par la suite) pour quelques industries d'exportation, pour lever, pendant quelques mois, les impôts sur certains produits alimentaires de base (ce qui réduisait temporairement le prix de ces produits de 5% après des augmentations allant de 15 à 30% durant l'été). Une loi fut promise qui rendrait

possible la diminution des loyers. En même temps un plan était présenté pour l'introduction d'un système participationniste de "démocratie industrielle" de type allemand en Finlande. Finalement le gouvernement a présenté un "budget d'économie" qui, de façon sélective, attaquait les groupes sociaux les plus faibles et sans défense en réduisant l'appui matériel à ces secteurs. Le budget comportait également un "fonds d'investissement" pour stimuler des entreprises par des crédits financés par les impôts.

Quels ont été les effets de toutes ces "mesures sanitaires" ? Elles n'ont certainement pas résolu, ni même soulagé temporairement la crise économique; il est probable que personne ne s'attendait à ce qu'elles le fassent. Elles n'ont pas non plus réussi à bloquer la polarisation sociale. Au contraire, le gouvernement est de plus en plus suspendu dans les airs car aucune force sociale n'est satisfaite de sa politique. Le grand capital a acquis une certaine confiance en ses propres forces au cours du printemps : en été il a créé une organisation nationale qui ouvre la voie à la réorganisation politique de la droite et à l'apparition d'un important groupe de pression en faveur de la "liberté d'entreprise". Il est de plus en plus clair que des secteurs importants du capital finlandais ne croient plus à l'efficacité de l'actuelle coalition gouvernementale. Ils veulent créer un nouvel instrument politique. En attendant ils ne veulent accepter que les mesures qui servent inconditionnellement leurs intérêts. On assiste donc à un sabotage au Parlement de la politique du gouvernement qui revient à jeter de l'huile sur le feu. Le dernier exemple de ce sabotage fut le veto de la droite sur la loi de réduction des loyers.

Mais, ce qui est pire du point de vue du gouvernement, c'est que l'apathie de la classe ouvrière du printemps passé a disparu. Les réductions bidons de prix n'ont eu aucun effet réel. Il est déjà tout à fait clair que les travailleurs finlandais se préparent, cet hiver, à des batailles plus importantes que celles des printemps 1971 et 1973. Les premières escarmouches de la contre-offensive ouvrière se sont déroulées au début de septembre quand une vague de grèves locales a éclaté dans des industries clés. Dans la plupart des cas, ces grèves touchèrent des points stratégiques des industries les plus importantes. Elles visaient le double but d'obtenir des augmentations salariales au niveau local et de demander à la direction de la Confédération Syndicale de rejeter l'accord du printemps. Les grèves étaient dirigées principalement par des militants des deux ailes du Parti Communiste finlandais et même par des militants inorganisés mais la majorité du PC semble y avoir joué un rôle dirigeant. En général les grèves furent assez bien coordonnées -- la grève par roulement fut utilisée de façon très efficace par exemple.

A côté de ces grèves, on assista également à

des manifestations ouvrières contre l'accord dans les principales villes au cours du mois de septembre. Un aspect intéressant des luttes de l'automne a été les grèves dans les entreprises nationalisées contre des projets de coopération avec la junte chilienne. Ces luttes montrent clairement que les travailleurs sont prêts à lutter sur des problèmes qui ne sont pas liés immédiatement à leurs revendications économiques; cela augure bien des luttes à venir.

Etant donné l'attitude plus dure de la direction syndicale centrale face aux grèves sauvages et des organisations patronales face aux revendications salariales locales, les luttes connaîtront probablement leur apogée dans les premiers mois de 1975, juste avant la date d'une possible renégociation des termes de l'accord. La variante la plus probable est que de nombreux syndicats, particulièrement ceux contrôlés par le PC, vont aller dans le sens d'une lutte globale, pouvant même aller jusqu'à une grève générale. Etant donné que le résultat de ces luttes ne dépend pas uniquement de la combativité des travailleurs mais également du caractère et de la stratégie de leur direction, il est très important de présenter, même de façon propagandiste, la stratégie alternative des marxistes-révolutionnaires, malgré le peu de poids qu'ils peuvent avoir actuellement étant donné le rapport de forces extrêmement défavorable.

La direction des luttes de cet automne reposera principalement sur l'aile syndicale de la majorité du PC (que la minorité a essayé, en vain, de dépasser en demandant des augmentations plus élevées.) Ses principales revendications seront : des augmentations de salaire proportionnelles aux augmentations des prix (selon les indexes officiels); des accords portant sur un an avec possibilité de les rompre plus tôt si les augmentations de prix sont excessives, et un vote de tous les syndiqués sur les accords. Ce programme que les dirigeants syndicaux du PC présentent comme l'alternative à la politique des revenus des sociaux-démocrates ne tient pas compte des besoins objectifs des travailleurs et ne leur offre aucun moyen d'atteindre leurs objectifs.

En ce qui concerne la politique salariale, la ligne du PC ne fait que créer des illusions sur la possibilité d'une politique "ouvrière" des revenus. La seule revendication correcte par rapport à cela est : PAS DE POLITIQUE CAPITALISTE DES REVENUS ! Brisons toutes les chaînes de la politique des revenus par la lutte ! Au lieu de se contenter de défendre les salaires réels, il est nécessaire de lancer une lutte pour obtenir des augmentations de salaire qui redistribuent réellement la valeur produite en faveur des travailleurs.

Le droit de briser les accords avant leur terme n'est pas suffisant pour compenser les pertes causées par les augmentations des prix.

L'ACCORD DOIT INCLURE UNE CLAUSE D ECHELLE MOBILE DES SALAIRES !

Les travailleurs ne doivent pas faire confiance au contrôle officiel des prix mais doivent créer leurs propres organes pour contrôler les prix et calculer des indexes réels. Au lieu que chaque syndicat lutte individuellement il faut créer un front uni entre les syndicats forts et les syndicats faibles et ce front doit mettre en avant la revendication d' AUGMENTATIONS EGALES POUR TOUS LES TRAVAILLEURS, INDEPENDamment DES INDUSTRIES ET SALAIRES EGAUX POUR LES FEMMES ! Seule une véritable solidarité entre les travailleurs peut donner des résultats.

Face à la menace croissante de récession, un des problèmes centraux des luttes à venir sera la lutte contre les fermetures d'entreprises et les licenciements. Il faut faire payer leur propre crise aux capitalistes. S'il n'y a pas de travail disponible il faut raccourcir l'horaire et distribuer tout le travail disponible entre tous les ouvriers, sans licenciements.

Pas de coopération avec les bouchers chiliens, LES TRAVAILLEURS DOIVENT EXIGER L'OUVERTURE DES LIVRES DES ENTREPRISES SOUPÇONNEES DE COOPERER AVEC LA JUNTE.

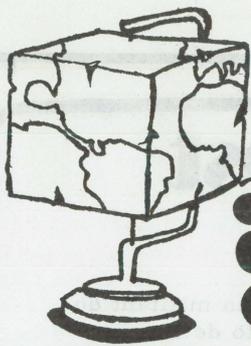
Un des facteurs décisifs pour le succès des grèves sera leur organisation. Un simple vote des syndiqués ne sera pas suffisant pour garantir la démocratie au sein des syndicats. La direction doit être contrôlée par la base à tous les niveaux. A BAS LA BUREAUCRATIE SYNDICALE !

Tant que la bureaucratie syndicale garde son emprise il est absolument nécessaire de s'organiser également en dehors des syndicats pour mener la lutte. Au niveau local, il FAUT ELIRE DEMOCRATIQUEMENT DES COMITES DE GREVE QUI SOIENT SOUS LE CONTROLE DES ASSEMBLEES GENERALES DES TRAVAILLEURS.

Il faut dès le départ empêcher toute mesure punitive après les grèves. Il faut exiger fermement la non utilisation des listes noires ou de procès contre les grévistes. Il faut mettre en place des organes de contrôle pour empêcher de telles mesures d'être utilisées. LE DROIT DE GREVE DOIT ETRE ILLIMITE !

Toute manoeuvre visant à rendre les travailleurs responsables de la rentabilité des entreprises en offrant la participation n'est rien d'autre qu'un piège à bon marché ! Les travailleurs ne veulent pas devenir des "capitalistes à moitié". Contre la participation, nous appelons au CONTROLE OUVRIER SUR LES ENTREPRISES, AU CONTROLE DES TRAVAILLEURS SUR LEURS LUTTES, AU DROIT DES TRAVAILLEURS A IMPOSER LEURS DECISIONS AUX CAPITALISTES ET DE LES EMPECHER DE PRENDRE DES MESURES ANTI-OUVRIERES.

Pekka HAAPAKOSKI



aux
quatre
coins

SUEDE

le contingent contre la hiérarchie



La direction de la "neutre" armée suédoise se trouve confrontée à quelques problèmes sur le front intérieur. Le 23 octobre dernier, environ 1000 soldats stationnés à Umea se réunirent dans la caserne pour protester contre leurs conditions. Quelques jours plus tard, 850 soldats manifestèrent en protestation contre leurs conditions dans les rues de la ville de Karlskrona, et le 30 octobre des manifestations de soldats eurent lieu dans deux autres villes. Les soldats de Umea demandaient une solde plus élevée, une prime de 1000 couronnes après 10 mois de service militaire et le droit de tenir des réunions dans la caserne sans la présence des officiers. A Karlskrona, les soldats exigeaient, de plus, la garantie de trouver un emploi à la fin de leur service. Les soldats basaient leur revendication d'une prime de 1000 couronnes sur la crainte de se retrouver chômeurs pendant quelque temps à la fin de leur service militaire. Comme on pouvait s'y attendre la direction de l'armée et l'appareil d'Etat réagirent promptement. Des mouvements dans le pilier de l'Etat bourgeois ne sont pas le genre de choses que la classe dominante prend à la légère. Le 31 octobre la police envahit la Roda Rummet (Chambre Rouge), librairie des marxistes-révolutionnaires et confisqua le journal Soldat Rouge, qui est distribué par les marxistes révolutionnaires et d'autres organisations. La justification donnée pour la saisie fut que le

journal créait des troubles parce que des exemplaires avaient été distribués dans la caserne de Umea, appelant les soldats à poursuivre la lutte en se rendant massivement à l'hôpital de la caserne pour une visite médicale. (L'accusation exacte était "incitation à l'insubordination"). Toutes les casernes furent fouillées, mais seulement 20 exemplaires de Soldat Rouge furent trouvés sur un total de 800 qui y avaient été distribués. Finalement un militant fut arrêté

Ce déclenchement de répression ne freina pas du tout la lutte des soldats. Le 5 novembre, 1.100 soldats de la caserne de Umea manifestèrent une fois de plus dans la caserne pour protester contre la répression. Les propositions avancées dans le Soldat Rouge furent adoptées. Les 1.100 soldats se rendirent collectivement à l'hôpital de la caserne pour une visite médicale. Les docteurs n'étaient pas autorisés à les renvoyer, et chaque soldat dut être ausculté individuellement !

Le mouvement des soldats se développe maintenant dans toutes les casernes du pays. Il est absolument évident pour tous les soldats qu'ils doivent recevoir une prime à la fin de leur service militaire, qui leur permette de vivre normalement pendant qu'ils cherchent du travail. De nouvelles actions sont en préparation et on peut s'attendre à ce qu'elles s'élargissent vers une lutte contre la répression et contre l'absence de droits démocratiques dans l'armée.

trois militants du pst assassinés

Trois membres du Parti Socialiste des Travailleurs (PST -- Partido Socialista de los Trabajadores) organisation sympathisante de la IVème Internationale en Argentine, ont été assassinés pendant le week-end des 1er et 2 novembre par les tueurs fascistes de l'Alliance Anti-Communiste Argentine (AAA -- Alianza Anti-Comunista Argentina). Les assassinats surgissent juste une semaine après les attaques des locaux du PST dans plusieurs villes. Le 6 novembre, la police fédérale prit le relais des fascistes en occupant les locaux du PST de Buenos Aires et en arrêtant au moins 5 camarades.

La police occupa les locaux le lendemain de la déclaration de l'état de siège par le gouvernement, qui autorise à perquisitionner et arrêter sans mandat, à suspendre l'Habeas Corpus et qui donne le pouvoir à la présidente d'ordonner des arrestations à volonté et d'interdire toute réunion politique publique.

L'assassinat des camarades du PST faisait partie d'une vague de meurtres commis par l'AAA ces derniers mois, avec la tolérance et la complicité du régime. La manière dont ces assassinats ont été perpétrés rend ceci évident. La nuit du 1er novembre, Ruben Bouzas, étudiant de 20 ans, qui était membre du PST depuis un an et demi, fut enlevé de son domicile dans la banlieue de Buenos Aires par un groupe d'hommes se présentant comme des policiers. Le lendemain son corps était retrouvé. Il avait été tué par ses cartouches de fusil de chasse. La même nuit, Juan Carlos Nievas, militant ouvrier de 26 ans de l'usine Nestlé et militant du PST depuis plusieurs mois, fut enlevé de son domicile par un groupe d'hommes armés. Quelques heures plus tard il était retrouvé mort, victime également des mêmes cartouches.

La nuit du 3 novembre, Cesar Robles, membre du Comité Exécutif National du PST s'arrêta devant un marchand de glaces de Buenos Aires en sortant du Congrès national du PST. Là, un groupe armé le kidnappa. Deux heures plus tard son corps était retrouvé, criblé de balles de mitraillette. Robles, dirigeant de la grève des dockers sous la dictature d'Oneglia, était le secrétaire du PST pour le Nord du Grand Buenos Aires et l'un des dirigeants les plus importants du parti. Le PST avait déjà été la cible de la police et des attaques fascistes auparavant. La nuit du 22 octobre, 20 hommes armés faisaient

irruption dans la maison d'un militant du PST, dans le quartier Merlo de Buenos Aires. Le camarade n'était pas chez lui. Mais trois de ses frères (tous ouvriers du bâtiment et sans activité politique) ainsi que sa mère s'y trouvaient. Les trois frères furent passés à tabac au point que les membres de leur propre famille ne purent pas les reconnaître ensuite. Le même jour, 30 hommes armés répartis dans deux camionnettes qui suivaient le cortège du gouverneur de Chivilloy (province de Buenos Aires) dans un défilé officiel, s'en séparèrent pour attaquer les locaux du PST. Le 23 octobre à 5 heures du matin, les locaux nationaux du PST de Buenos Aires étaient attaqués par une bande fasciste. Des grenades furent jetées et une rafale de mitraillette perça le rideau de fer tiré sur la vitrine de la librairie de l'organisation.

La déclaration de l'état de siège par Isabel Peron était prétendument destinée à mettre fin à la "violence de la gauche et de la droite". Mais la fonction réelle de cet état de siège est d'écraser l'aile militante du mouvement ouvrier argentin; et c'est la seule solution ouverte à la bourgeoisie argentine et à son gouvernement. Il ne fait aucun doute que les terroristes d'extrême-droite ne subiront guère les conséquences de l'état de siège, mais verront au contraire leur liberté d'action élargie sous la protection de la police.

L'occupation, le 7 novembre, des locaux du PST en est une première confirmation. L'attaque de la bourgeoisie n'épargnera pas un seul secteur militant du mouvement ouvrier argentin. Les travailleurs doivent y répondre de la seule manière efficace qui existe : l'organisation de l'auto-défense armée la plus large, qui est maintenant une composante indispensable de tous les aspects des luttes de la classe ouvrière. Les batailles qui se profilent à l'horizon en Argentine seront décidées dans les rues, les quartiers et les entreprises et non dans les tribunaux ou au Parlement.

L'exemple du Chili s'impose comme une preuve. Le mouvement ouvrier dans le monde entier doit organiser la solidarité avec les victimes de la violence fasciste et la lutte des travailleurs argentins pour la révolution socialiste.

Solidarité avec le PST et toutes les victimes de la violence fasciste !

Auto-défense armée contre les gangsters fasciste et le gouvernement qui les soutient !